

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité  
pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

## Les pays nordiques sont profondément préoccupés par la situation au Sri Lanka

uf. Le Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-Moon a déclaré, le 10 janvier, qu'il regrettait la décision du gouvernement sri lankais de suspendre l'Accord de cessez-le-feu (CFA) conclu avec les Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE). Il s'est dit profondément préoccupé par le fait que cela coïncide avec la reprise des combats dans le Nord et des actes de violence sur la totalité du territoire, y compris Colombo.

Des organisations de défense des droits de l'homme estiment que cette décision unilatérale entraînera une escalade de la violence et de nouvelles violations des droits de l'homme perpétrées à l'encontre des minorités tamoules et islamiques.

Un député de l'Alliance nationale tamoule (TNA) affirme que l'Accord vient d'être annulé par le gouvernement le 2 janvier dans le but de se débarrasser de la Mission de surveillance du cessez-le-feu au Sri Lanka (SLMM) dont le rôle avait été décisif dans la dénonciation des violations des droits de l'homme perpétrées par toutes les parties impliquées. Selon cette source, le gouvernement veut débarrasser le Nord-Est de l'île de tous les témoins oculaires du bain de sang qu'il prépare contre le peuple tamoul au nom de la protection de la souveraineté de l'Etat.

Cette mesure doit permettre au gouvernement de diffuser sa propre version des événements sans crainte d'être contredit. C'est également la raison, poursuit la même source, pour laquelle le gouvernement s'opposera toujours à la présence sur l'île d'une mission d'observation des Nations Unies. Les organisations de défense des droits de l'homme, des ONG ainsi que les pays nordiques craignent une escalade de la violence et des violations des droits de l'homme à l'encontre de la population tamoule et islamique. Pour informer nos lecteurs, nous publions donc ci-dessous in extenso la déclaration des ministres des Affaires étrangères des Etats nordiques.

**Les Etats nordiques regrettent la décision de Colombo de suspendre l'Accord de cessez-le-feu**

Les ministres des Affaires étrangères de Norvège, de Suède, du Danemark, de Fin-



Les victimes de la nouvelle escalade de violence au Sri Lanka sont une fois de plus les populations civiles. (photo Reuters)

lande et d'Islande, qui étaient membres de la Mission de surveillance du cessez-le-feu au Sri Lanka (SLMM) ont rendu public, le 11 janvier 2008, un texte commun dans lequel ils déclarent que le retrait de la SLMM du Sri Lanka représente la fin d'une institution qui protégeait la population civile et a permis aux victimes et à leurs familles de s'exprimer. «La dénonciation de l'Accord de cessez-le-feu rendra plus difficile la reprise des négociations», déclarent les ministres. Ils regrettent la décision unilatérale du gouvernement sri lankais de suspendre l'Accord de cessez-le-feu.

Voici le texte du communiqué de presse:

«Les pays nordiques regrettent la décision du gouvernement sri lankais de suspendre l'Accord de cessez-le-feu de 2002.

Le gouvernement sri lankais vient d'informer officiellement la Norvège de sa décision du 2 janvier de suspendre l'Accord de cessez-le-feu à partir du 16 janvier 2008. Comme le mandat de la Mission de sur-

veillance du cessez-le-feu au Sri Lanka trouve son origine dans ledit accord, le gouvernement sri lankais s'attend à ce que cette Mission mette fin à ses fonctions ce jour même.

Cette décision intervient à un moment où le gouvernement sri lankais et les LTTE sont fortement impliqués dans des hostilités qui provoquent des déplacements massifs de civils et des violations répétées des droits de l'homme. Les pays nordiques sont profondément préoccupés par la dégradation de la situation générale au Sri Lanka, qui a abouti à la dénonciation de l'Accord par une des parties. Cet Accord conclu en février 2002 entre le gouvernement sri lankais et les Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) a tenu à peu près six ans. Il servait de base au processus de paix et aux efforts internationaux visant à assister le Sri Lanka dans sa tentative de venir à bout de ce long conflit. A la requête des parties, les pays nordiques avaient créé une mission civile destinée à surveiller le respect de l'Accord quant à l'arrêt de toute

action militaire et au rétablissement de la normalité.

L'Accord a eu différentes conséquences positives. Pendant les trois premières années, le nombre des victimes du conflit est tombé quasiment à zéro, ce qui signifie qu'on a sauvé à peu près 10 000 vies humaines. En plus, l'Accord a permis à tous les Sri Lankais de se déplacer plus facilement et a préparé le terrain pour le développement économique. Il a également amélioré la situation humanitaire et la protection de la population civile. Toutefois, au cours des deux dernières années, il a été violé à maintes reprises et de plus en plus gravement.

Les pays nordiques craignent que les actes de violence et les souffrances n'augmentent. Le fait que la SLMM se retire signifie la fin d'une institution importante qui a protégé les civils et a permis aux victimes et à leurs familles de s'exprimer.

Les pays nordiques sont persuadés que seule une solution politique qui respecte les doléances de tous les groupes ethniques peut garantir une paix durable. La dénonciation de l'Accord rendra plus difficile la reprise des négociations.

Les pays nordiques sont reconnaissants et fiers du travail accompli par les surveillants internationaux et locaux et les membres de la SLMM dans des conditions très difficiles.» •

Jonas Gahr Støre, ministre des Affaires étrangères, Norvège

Ingibjörg Sólrún Gísladóttir, ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, Islande

Per Stig Möller, ministre des Affaires étrangères, Danemark

Carl Bildt, ministre des Affaires étrangères, Suède

Ilkka Kanerva, ministre des Affaires étrangères, Finlande

Source: [www.tamilnet.com/art.html?catid=13&artid=24185](http://www.tamilnet.com/art.html?catid=13&artid=24185)

(Traduction Horizons et débats)

## Le président américain est toujours à la recherche d'alliés pour constituer un front de guerre contre l'Iran

Le monde arabe n'est pas disposé à suivre les plans de Bush

Divers journaux et agences de presse occidentaux ont révélé que le président Bush n'avait pas réussi, lors de son dernier voyage au Moyen-Orient, à entraîner les pays arabes visités dans un front commun contre l'Iran. Bien au contraire: les gouvernements des pays arabes refusent les plans de guerre contre l'Iran et cherchent au contraire à trouver des solutions négociées, dans la mesure où il devrait y avoir des conflits avec ce pays.

km. C'est ainsi que le journal «Frankfurter Rundschau» rapportait le 10 janvier que le secrétaire général de la Ligue arabe, Amre Mussa, avait exprimé une grande méfiance envers la visite du président américain au Moyen-Orient. Il apparaît de plus en plus que ce voyage n'avait pas été entrepris dans un esprit de paix au Moyen-Orient, mais bien pour renforcer ses plans de guerre contre l'Iran. Toujours selon ce journal, le président américain serait, selon un récent sondage, le politicien le plus mal vu dans le monde.

Selon l'opinion largement répandue dans le monde arabe, le président américain aurait essentiellement en vue la position dominante des Etats-Unis dans la région du Golfe persique. C'est à quoi devraient servir les nouvelles tentatives primitives de faire revivre «la menace iranienne». Le secrétaire général de la Ligue arabe s'est clairement opposé à appliquer une «punition» à l'Iran. Il en va de même dans des pays à majorité sunnite occidentaux comme la Jordanie et l'Egypte. Les gouvernements des pays arabes estiment que ce serait un facteur de stabilité pour la région que d'intégrer l'Iran politiquement.

De son côté, l'agence de presse Associated Press (AP) annonçait le 10 janvier que les pays arabes appuyaient Bush pour une pression politique sur l'Iran, mais refusaient catégoriquement tout plan de guerre. Bush a certainement remis sur le tapis, lors de sa visite au Moyen-Orient, le fait que «toutes les options» restaient ouvertes. Les pays arabes, de leur côté, ne sont en aucun cas prêts à signer

un pacte militaire contre l'Iran, quel qu'il soit. On cite les paroles du ministre des Affaires étrangères saoudien Saud al-Falsal: Nous avons des relations avec l'Iran, nous leur parlons, et dans la mesure où nous devrions ressentir un danger émanant dans cette région, nous nous entretiendrions avec eux sur le sujet.»

Le journal arabe «Gulf News» aurait écrit: «On est peu disposé dans le monde arabe à être traité d'«amis de George Bush» en signant une alliance anti-iranienne.»

Ces prises de positions du monde arabe avaient été précédées de rencontres entre le président iranien Ahmadinejad et le roi saoudien Abdullah, lors du sommet annuel des pays du Golfe en décembre et plus tard, mais le même mois, lors du pèlerinage de la Mecque.

\*\*\*

Le mandat du président Bush est encore valable un an à peine. Ses plans de guerre con-

tre l'Iran se sont heurtés à une résistance efficace dans le monde et dans son propre pays. Mais pas dans l'UE et encore moins en Allemagne. Cela donne un goût amer.

Mais ni Bush ni les cercles qui l'entourent ne sont décidés à abandonner ces plans de guerre. C'est pourquoi il faut être doublement attentif, afin d'éviter que les fauteurs de guerre américains (et ailleurs dans le monde) ne trouvent tout de même une mèche. Tout récemment, le monde a pu assister à une mise en scène à l'américaine; il s'agit de la rencontre de navires de guerre américains et de vedettes rapides iraniennes dans le Golfe persique, ce qui fut présenté comme une provocation de l'Iran, mais fut rapidement dévoilé comme étant de la propagande. On doit s'attendre à d'autres incidents. Peut-être moins grossiers, peut-être plus perfides. Le monde arabe sait ce que signifierait pour lui une nouvelle guerre dans la région. C'est pourquoi il dit non et s'en tient à des négociations. •

## Courrier des lecteurs

# Il n'existe pas de projet de Grande Hongrie

hd. Nous reproduisons ci-dessous deux lettres de lecteurs, la première parue dans notre édition allemande *Zeit-Fragen* n° 47 du 26/11/07 et la deuxième dans *Zeit-Fragen* n° 3 du 14/1/08.

L'article de Karl Müller intitulé «L'Allemagne et l'Europe du Sud-Est – Qui se trouve à l'origine du projet allemand de reconnaissance unilatérale du Kosovo?» paru dans *Horizons et débats* n° 43 du 5 novembre 2007 contient des affirmations que nous, Hongrois, devons réfuter. Consacré en grande partie aux efforts d'indépendance du Kosovo et à la politique allemande qui les favorise, il tient trop peu compte de la Hongrie.

Je voudrais tout d'abord revenir sur l'affirmation selon laquelle la Hongrie joue un rôle particulier dans les projets d'organisation du continent eurasiatique dans l'esprit de la politique américaine. Nous ne pouvons pas confirmer cette idée. Au contraire, les grands classiques de la stratégie américaine, tels *Spykman*, *Brzezinski* ou *Huntington*, ne mentionnent même pas la Hongrie dans les livres où ils analysent les intérêts à long terme de l'Amérique. Cela concorde avec ce que le sénateur *Tom Lantos*, le président de la Commission des Affaires étrangères, a déclaré récemment à *Viktor Orbán*, président de la *Fidesz*, c'est-à-dire que Washington «ne pense pas beaucoup à la Hongrie». Les États-Unis sont la seule superpuissance mondiale à avoir des intérêts globaux. Ils se préoccupent peu de la Hongrie parce qu'ils s'intéressent surtout à la Chine, à l'Inde, à l'Iran, à l'Irak, à la Russie et à leurs relations avec l'Union européenne. En revanche, la Hongrie devrait plutôt craindre l'influence croissante de la Russie et l'actuelle politique pro-russe du gouvernement hongrois. Contre les solutions de l'UE, *Ferenc Gyurcsányi* essaie de soutenir la construction des gazoducs russes.

Selon Karl Müller, la Slovaquie est une victime des actions germano-américaines. Le 8 octobre, la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* a publié un article si critique à l'égard de l'actuel

gouvernement slovaque que l'ambassade de la République de Slovaquie s'est vue obligée de répliquer par une mise au point détaillée. Toutefois, il est légitime de critiquer la politique slovaque des minorités lorsqu'elle agit de manière vraiment inadmissible à l'égard de la minorité hongroise. Les autorités slovaques ont traité de manière très étrange l'affaire *Malina Hedvigs*, étudiante hongroise de Neutra qui a été rouée de coups. Elles ont commencé par dire qu'elle avait menti et n'ont pas cherché à interroger certains témoins oculaires. Les journalistes qui ont enquêté n'ont pas pu s'exprimer sur les chaînes de télévision. Et maintenant que l'on a appris, une année après, que certains détails des rapports de police n'avaient pas été pris en compte, la police et certains ministères avouent qu'ils ont commis une erreur. De plus, la Slovaquie n'est pas disposée à abroger les *décrets Beneš* qui déniaient collectivement tous droits aux Hongrois de Tchécoslovaquie et aux Allemands et constituent, avec d'autres dispositions, une partie importante de la législation tchécoslovaque. Ni la Slovaquie ni la République tchèque ne sont disposées à abroger ne serait-ce qu'une partie de cette législation. Au contraire, les deux États renforcent ces lois par d'autres décrets parlementaires. Ce sont des questions qui impliquent également la collaboration avec l'Union européenne, si bien que nous devons affirmer qu'il existe de bonnes raisons de critiquer la Slovaquie.

En outre, l'article contient des allusions à des efforts de suprématie de la Hongrie et à ses projets irrédentistes<sup>1</sup>. D'après l'auteur, des désordres seraient fomentés en Voïvodine, au nord de la Serbie, dans le but de recréer l'ancienne Grande Hongrie. Ce n'est naturellement pas exclu. Mais ce qui est exclu, c'est que ces désordres aient attiré l'attention de la Hongrie et de la communauté internationale. En réalité, la minorité hongroise de Voïvodine est la seule qui n'ait pas fait de démarches sérieuses pour se détacher de la Yougoslavie ou de la Serbie alors que même le Monténégro a déclaré son indépendance bien qu'aucune rai-

son religieuse ou linguistique ne le sépare de l'ancienne Serbie. Ni les minorités hongroises de Voïvodine, de Roumanie, d'Ukraine, de Slovaquie, d'Autriche ou de Slovénie ni la politique officielle de la Hongrie ne contiennent d'aspects irrédentistes. Même l'extrême droite n'a pas ce genre d'objectifs dans son programme, à la différence d'autres pays.

Je voudrais également réfuter l'affirmation selon laquelle la Hongrie a été autrefois la plus importante alliée de l'Allemagne nazie en Europe du Sud-Est. On parle souvent de la Hongrie comme du dernier partenaire de l'annexion et de l'Autriche comme de la première victime. Pourtant des centaines de milliers d'Autrichiens ont salué l'annexion. Un million de soldats sont entrés dans la Wehrmacht et, jusqu'à la fin de la guerre, ils n'ont même pas essayé de s'en détacher. En revanche, la Hongrie a été occupée par les Allemands, avant tout parce qu'elle s'opposait à la guerre. Nos tentatives de médiation en politique étrangère n'ont pas été reconnues par les pays occidentaux et la puissance occupante a empêché notre tentative de rompre avec l'Allemagne.

Cependant Karl Müller a sans aucun doute raison quand il écrit que «toute alternative à la politique de grande puissance doit être examinée et soutenue le cas échéant». Je suis tout à fait d'accord avec ses conclusions et je pense que l'on ne peut pas prendre des décisions arbitraires et trahissant l'ignorance concernant le destin d'un pays, comme ce fut le cas au XX<sup>e</sup> siècle. Cela ne vaut pas seulement pour la Serbie mais également pour le Kosovo. L'attachement de la Serbie à son berceau historique, qui joue un rôle clé dans l'identité serbe, est compréhensible. Pourtant on ne peut pas négliger le fait qu'environ 90% des habitants du Kosovo sont des Albanais qui ont droit à l'autodétermination. C'est une question délicate et je donne raison à Karl Müller: elle doit être réglée dans le cadre de conventions de paix et en vue de la stabilité. Elle ne doit pas être sacrifiée à la politique de puissance des États-Unis, de l'Allemagne ou de la Russie.

Certes, il est possible que le Kosovo proclame son indépendance. La question est de savoir si la Serbie peut manifester son mécontentement, si les regrets, la douleur des citoyens du Kosovo ou de la Serbie sont justifiés. Ou ne peut-on pas considérer ces efforts comme de l'irrédentisme, dont on accuse depuis quatre-vingts ans les Hongrois en Serbie, en Roumanie, en Slovaquie et maintenant aussi en Suisse?

Il serait indiqué d'intervenir en faveur de la paix, en toute indépendance et contre la politique des grandes puissances qui ne cesse de se modifier et ignore totalement les intérêts des petits peuples. Peut-être faudrait-il considérer à nouveau l'étude que j'ai présentée en 2005 au congrès de *Mut zur Ethik* à Feldkirch et qui était intitulée *Paix dans le bassin des Carpates*. Le texte de cet exposé pourrait compléter le présent article et celui de Karl Müller. Je suis persuadé que la réalisation du concept formulé par écrit pourrait nous rapprocher de la paix, indépendamment, voire à l'encontre des intentions des grandes puissances. Cela nous aiderait du moins à dire les choses comme elles sont et à favoriser une vision politique claire.

C'est l'objectif du congrès de l'*Atelier national des enseignants*, qui aura lieu du 22 au 24 février 2008. Ce congrès, soutenu notamment par le groupement européen *Mut zur Ethik*, aura pour thème les rapports entre l'État et l'éducation. Ont été invités, entre autres, des intervenants de Roumanie et de Slovaquie, États voisins, pour approfondir les questions d'identité et de paix.

Károly Baranyi, Budapest

<sup>1</sup> Dans son sens général, le terme d'irrédentisme «qualifie l'attitude politique nationaliste qui considère comme souhaitable l'annexion de certains territoires appartenant à un ou plusieurs autres États et ayant autrefois fait partie de leur État, ou dont la population est considérée par ces nationalistes comme ethniquement ou linguistiquement appartenant à la population majoritaire dudit État, ou encore comme devant «légitimement» y être rattaché.» (Wikipedia)

## La place du Kosovo dans la politique hongroise

La lettre de lecteur de *Károly Baranyi* «Il n'existe pas de projet de Grande Hongrie» ressemble fort à une réponse polémique qui devrait mettre en doute l'affirmation de *Karl Müller* sur les répercussions internationales d'une éventuelle déclaration d'indépendance unilatérale du Kosovo et de ses conséquences pour la Hongrie (en fait la République magyare) et les pays voisins. Dans l'ensemble les conclusions sont considérées comme des futilités; on y insère des arguments insignifiants et d'aspect secondaire, donc non convaincants.

L'auteur prétend que l'avenir du Kosovo ne présente aucune relation avec la Hongrie.

C'est non seulement faux, mais induit en erreur. La Hongrie a suivi attentivement les négociations internationales concernant le Kosovo (en 2006, la ministre hongroise des Affaires étrangères, *Ginga Könc* s'est rendue au Kosovo), soutient ouvertement l'idée d'un État du Kosovo indépendant, cela malgré les préjudices causés à la minorité magyare en Voïvodine, où se sont installés les Serbes chassés du Kosovo, modifiant ainsi la composition ethnique de la région.

Le parti de la minorité hongroise en République slovaque *SMK* (*parti de la coalition magyare*) se tient en attente et s'en remet à la prise de position des organes internationaux, la représentation politique slovaque ayant pris une position de refus. L'éventuelle déclaration d'indépendance du Kosovo – qu'elle soit unilatérale ou avec le soutien de la communauté internationale – provoquerait un précédent aux conséquences internationales dans la question des frontières d'un État souverain. On retrouverait le cas de Munich lorsque les quatre grandes puissances décidèrent, en 1938, au nom de la sauvegarde de la paix, de céder au Reich allemand une partie du territoire tchécoslovaque, ce qui aboutit à une révision des frontières, fixées dans les traités de paix conclus après la Première Guerre mondiale.

Aujourd'hui, il s'agit de la première modification de la mise en place territoriale en Europe après la Seconde Guerre mondiale (lors de la formation des nouveaux États en Europe centrale et du sud-est en 1989, il s'agissait d'une séparation interne, sans rapport avec l'étranger). La déclaration d'indépendance du Kosovo provoquera une radicalisation de la politique hongroise des minorités.

*Köver*, l'un des représentants du parti *Fidesz* (dont *Viktor Orbán*, leur chef, fut Premier

ministre hongrois et se trouve aujourd'hui à la tête du plus grand parti hongrois d'opposition] déclara, il y a quelques années, qu'une politique des minorités modérée n'avait aucune chance d'aboutir et que les minorités qui avaient combattu les armes à la main avaient arraché des droits plus importants.

Dans ce contexte, il faut souligner que le peuple albanais a déjà fait valoir son droit à l'autodétermination (cf. l'existence de la République albanaise); de ce fait, la partie de cette population sise au Kosovo ne peut plus revendiquer ce droit.

Au travers de la question du Kosovo se dessine, sans conteste, une radicalisation de la politique du parti de la minorité hongroise en Slovaquie (*SMK*), une tension voulue dans les relations entre la Hongrie et la Slovaquie, de même que la formation d'une troupe paramilitaire des extrémistes de droite en Hongrie, la dénommée Garde hongroise; cela avec le soutien masqué du parti d'opposition *Fidesz*. C'est avec des organisations de volontaires du même type et les détachements «Szabadcsapatok», formés sur le modèle des «corps francs» des Allemands des Sudètes, que le peuple slovaque se trouva confronté sur son propre territoire en 1938, alors que la Hongrie se préparait à agresser la Tchécoslovaquie.

La plus grande désinformation, destinée à tromper les lecteurs, consiste à prétendre qu'il n'existe pas de tentative de faire renaître la Grande Hongrie et que l'irrédentisme<sup>1</sup> ne trouve pas de terrain favorable en Hongrie. Le traumatisme causé par le traité de Trianon<sup>2</sup> est maintenu bien en vue. Après 1990, on rénova les monuments, érigés contre le traité de Trianon, avec les inscriptions originales, au caractère irrédentiste. Une large littérature, de caractère révisionniste et de diffusion internationale, est de nouveau pu-

bliée. Des films sont présentés, dans lesquels on montre des soldats hongrois installés dans des régions des pays voisins dans les années allant de 1938 à 1941. On ne cesse de parler de frontières justes (*Victor Orbán* mentionne souvent le fait que les frontières officielles ne correspondent pas aux limites ethniques, il évoque la possibilité de réunir la nation hongroise au-delà des frontières) et de l'intégration graduelle dans l'État hongrois de la partie du peuple qui se trouve à l'étranger. Le passé de la Grande Hongrie est idéalisé; on en utilise les symboles et une terminologie datant d'avant-guerre pour l'ensemble de ce territoire, de même que des cartes de cette époque. L'éducation scolaire donne également dans cet esprit. On voue un culte à l'ancienne Hongrie et les nouvelles frontières du traité de Schengen sont considérées comme un acte de suppression des frontières d'après guerre et le début d'un rétablissement de celles d'avant 1918. Est-ce que cela suffit?

Le cas de *Hedviga Malinová* est à considérer dans un ensemble. Une campagne anti-slovaque ciblée fut engagée déjà en mai 2006 avant les élections parlementaires en République slovaque. On y utilisa les méthodes qui avaient fait leur preuve en Voïvodine et en Transylvanie: accusations comme quoi il y aurait eu des slogans anti-hongrois peints aux murs, réactions désagréables de la population envers la langue hongroise, attaques physiques contre des ressortissants de la minorité hongroise, une limitation des droits civiques de la minorité hongroise, entre autres. Puis, apparut, dans un vidéoclip sans signature, la mise à feu d'un drapeau hongrois et l'on peut s'attendre à ce qu'il apparaisse dans les stades de football des panneaux aux ins-

Suite page 3

### Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante,  
l'éthique et la responsabilité  
pour le respect et la promotion du droit international,  
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur  
Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef  
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration  
Case postale 729, CH-8044 Zurich  
Tél. +41 44 350 65 50  
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch  
Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

Imprimerie  
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs/ 108.– €

© 2008 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.  
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

## «La Somalie a besoin d'aide – et non de spectateurs»

Interview avec Leyla Kanyare\*

hd. Depuis le début des années 90, c'est-à-dire depuis la chute du dictateur Barre, soutenu par le gouvernement américain, la Somalie, pays d'Afrique de l'Est est la cible de guerres conduites ou initiées par les USA. Au début des années 90, les Etats-Unis, sous couvert d'un mandat des Nations unies, ont dévasté considérablement le pays et ont dû se retirer honteusement. Depuis 2002, le pays est devenu de nouveau un théâtre d'opérations de guerre au profit d'intérêts américains, cette fois sous prétexte de «guerre contre le terrorisme». L'Ethiopie, le pays voisin, a envahi pour le compte des USA une grande partie du pays et avant tout la ville centrale de Mogadiscio. Ici aussi, tous les indices le montrent, il en va des réserves d'énergie et d'intérêts géostratégiques; car la Somalie a une énorme richesse en pétrole et en gaz et se situe à l'importante corne de l'Afrique. Les habitants du pays doivent une fois de plus payer le tribut de la guerre. Et encore une fois, presque tout l'Occident se tait et garde le silence devant la souffrance incommensurable dans ce pays. Apparemment, des armes à l'uranium ont été aussi utilisées contre les êtres humains en Somalie. Avec des conséquences effroyables comme l'interview ci-dessous le montre.

Horizons et débats: Madame Kanyare, vous venez de Somalie, un pays de l'Afrique de l'Est, qui est dominé par la guerre depuis 16 ans. Nous n'apprenons pas grand-chose ici sur la situation dans votre pays natal, pouvez-vous nous informer là-dessus, s'il vous plaît. Comment était la situation avant la guerre et comment est-elle aujourd'hui?

Leyla Kanyare: Je viens de Somalie à la corne de l'Afrique. Environ neuf millions de personnes habitent en Somalie. Quand je suis partie, la guerre régnait déjà, mais c'était quand même mieux qu'aujourd'hui. Avant, c'était seulement les Somaliens qui combattaient l'ancien président.

Avant la guerre, la plupart des gens qui avaient une formation travaillaient pour le gouvernement ou dans les écoles comme enseignants, comme infirmières dans les hôpitaux comme médecins etc. Les gens qui n'avaient pas de formation étaient paysans. Nous avions beaucoup de paysans et beaucoup d'animaux. Même les personnes qui habitaient en ville avaient assez d'agriculture. Nous avions du bon bétail et de la bonne terre. Nous exportions des bananes, elles s'appelaient «Somalita», un nom italien. La Somalie travaillait à cette époque avec l'Italie et livrait dans les pays arabes du bétail, de la viande et du poisson.

Je dois le dire encore: bien que la Somalie ait été un pays pauvre, la situation était à ce moment-là bien meilleure qu'actuellement. Avant 1991, nous étions pauvres, malgré tout, nous avions toujours assez à manger. Les riches pouvaient aider les pauvres, ils leur donnaient à manger. Mais aujourd'hui, depuis la guerre, nous sommes tous pauvres. Soit les habitants ont fui et quitté le pays, soit ils doivent vivre avec la guerre et les armes.

Quelles conséquences la guerre a-t-elle sur la santé des gens?

Avant 1991, nous ne connaissions pas de cancer, aucune sorte de cancer. Des maladies existaient par exemple à cause de l'eau insalubre et de la malaria. Elles existaient aupa-

ravant, mais pas si souvent. Mais le cancer était inconnu pour nous. Depuis la guerre, 40% des habitants sont aujourd'hui atteints du cancer. Ils en meurent.

Comment vous expliquez-vous ce taux élevé de cancer inhabituel et pourquoi les animaux meurent-ils avec les êtres humains?

J'ai un exemple: il y a trois mois, l'Ethiopie a bombardé avec l'aide des Etats-Unis un village en Somalie, en affirmant que des hommes venant du Soudan se cachaient là-bas. Ensuite, on a appris que dans le village vivaient avant tout des animaux – des vaches, des moutons et des dromadaires. Cela s'est déroulé à la frontière entre la Somalie et l'Ethiopie. Il existe également des photos là-dessus. Je les ai vues sur Internet. On peut dire que ces animaux ont été tués volontairement. Un pays pauvre qui connaît la guerre depuis presque 16 ans, dans lequel les habitants sont malades et meurent et dans lequel seulement quelques organisations humanitaires peuvent apporter leur aide, est victime d'un bombardement aérien perpétré par un grand pays, l'Ethiopie avec l'aide des Etats-Unis, c'est délibéré. Cela vient de l'Amérique, je pense. Et ce qui est grave, c'est que l'Amérique excite deux pays voisins l'un contre l'autre, la Somalie et l'Ethiopie. De même, les Etats-Unis excitent en Somalie différentes ethnies l'une contre l'autre. Les USA sont du côté d'une ethnie somalienne qui détient le pouvoir.

Je ne suis pas une politicienne mais quand je réfléchis, il est insensé de tuer des gens sans intérêts, cela je ne le crois pas. Il y a un intérêt. Je pense que la Somalie n'est pas un pays normal et n'a pas un propre gouvernement, parce que les USA veulent avoir en mains toute la corne de l'Afrique et même les pays voisins. Les politiciens que je connais disent que les USA veulent le pétrole. Je peux dire en tout cas que ce que l'Amérique fait n'est pas loyal. Les enfants en Somalie meurent à cause des armes américaines. Les Somaliens n'ont même pas d'armes, en tout cas pas de chars, peut-être quelques grenades à main. C'est pourquoi, je ne comprends pas que les USA utilisent des avions les plus modernes – même des armes à l'uranium – quand ils recherchent quelques hommes en Somalie. La munition à l'uranium est la cause des nouvelles maladies d'aujourd'hui, surtout chez les femmes et les enfants. Là, on trouve des tumeurs dans la bouche, dans les yeux, en fait partout.

A-t-on trouvé en Somalie des projectiles radioactifs?

Les gens qui vivent en Somalie disent qu'il en existe. On peut trouver des déchets près des villages et des eaux.

Vous avez dit une fois qu'à la corne de l'Afrique, on peut voir de nombreux navires militaires américains en mer.

Oui. Les Américains ont dit eux-mêmes qu'ils ont bombardé la Somalie avec des grands avions et des armes. L'Amérique surveille toute la Somalie. Je crois que l'Amérique n'a plus besoin d'êtres humains en Somalie sinon elle n'aurait pas fait autant de choses avec ces armes puissantes. Quand le pays est bombardé, alors les femmes et les enfants meurent. Si les USA voulaient aider ou parvenir à une situation normale en Somalie, ils agiraient autrement.

Des organisations humanitaires ont dit que ce qui se déroulait en Somalie était incroyable, mais qu'elles ne pouvaient pas aider.

Pourquoi ne peuvent-elles pas aider?

Une organisation humanitaire à Genève dit qu'il lui a été interdit de distribuer de la nourriture à cause de la guerre.

Quelle aide pourraient apporter l'Europe et la Suisse, que souhaiteriez-vous?

Je souhaiterais qu'on examine les choses plus exactement et qu'on jette également un regard sur ce pays pauvre, qu'on fasse des recherches d'où viennent ces nouvelles maladies et quelle est leur cause, et ce que l'Amérique veut vraiment dans ce pauvre pays. Là, l'Europe peut apporter son aide. La Somalie a besoin de gens qui aident et non de spectateurs.

Merci beaucoup pour cet entretien.

\* Leyla Kanyare est infirmière de formation, elle travaille en tant que traductrice dans le canton de Saint-Gall et est présidente de l'association d'intégration somalienne de Suisse orientale.

(Traduction Horizons et débats)

### «La situation à Mogadiscio et dans d'autres régions du pays a atteint des dimensions apocalyptiques»

«La situation à Mogadiscio et dans d'autres régions du pays vient d'atteindre des dimensions apocalyptiques. [...]

D'innombrables morts, des milliers d'immeubles détruits et plus de 400 000 personnes en fuite. Les Nations unies constatent qu'il s'agit actuellement de la plus grande catastrophe de réfugiés dans le monde entier. Ces derniers temps, ni au Darfour ni en Irak il n'y a eu autant de réfugiés qu'en Somalie.

[...] eux, les Etats-Unis, ont soutenu les Ethiopiens dans leur attaque, ils ont mis à leur disposition des photos par satellite et des armes, ils ont occupé une position-clé dans la planification et la réalisation de l'invasion et ils ont bombardé aussi eux-mêmes des territoires dans le sud de la Somalie. Récemment, les Etats-Unis ont attaqué d'un bâtiment de guerre un village près de la ville puntlandaise de Bar-

gal. Et tout cela se passe au nom de la lutte contre le terrorisme international.

En réalité, il y a des intérêts stratégiques qui se cachent là-dedans ces propos, des intérêts stratégiques à la corne d'Afrique pour assurer les matières premières convoitées et les routes de transport importantes. C'est surtout le commandement régional Africom projeté par les Etats-Unis qui discrédite les Etats-Unis et leurs alliés, il les disqualifie et leur rend impossible d'être des médiateurs neutres, ainsi ils sont incapables de reconstruire une quelconque stabilité ou paix en Somalie. [...] tant que les Etats-Unis peuvent réaliser leurs intérêts en matières premières en Somalie sans en être empêchés, il n'y aura pas de paix en Somalie.»

Extrait d'un discours de Norman Paech prononcé au Bundestag allemand à l'occasion d'un débat concernant la Somalie le 24 juin 2007

### «La place du Kosovo ...»

suite de la page 2

criptions anti-slovaques et exaltant la Grande Hongrie.

Dès le cas de Hedviga Malinová, l'ensemble de la presse hongroise, de même que l'opinion publique, prétendit qu'il s'agissait d'un signe d'intolérance et de haine avec en arrière plan une insinuation anti-hongroise, tout cela uniquement du fait que Hedviga Malinová parle hongrois (alors que la langue hongroise est largement parlée à Nitra). L'intervention énergique des organes politiques slovaques a empêché que cet incident ne provoque une tension; de ce fait, toute cette campagne anti-slovaque artificielle prit fin du jour au lendemain.

En ce qui concerne la culpabilité collective, ainsi que les décrets Beneš, ce sont les grandes puissances de la coalition anti-hitlérienne qui ont décrété le principe de la culpabilité collective en 1945 et elle fut utilisée non seulement en Tchécoslovaquie, mais aussi en Hongrie contre la minorité allemande. Les fameux décrets Beneš furent inclus après la guerre dans le système légal du nouvel Etat tchécoslovaque, ils étaient la conséquence de cette guerre et ils sont maintenant «caducs» par rapport au droit, ils ont

succombé à la force du temps. Ils ne comptent plus dans le système de droit actuel, ni en République tchèque, ni en Slovaquie, ce que l'UE avait constaté lors de l'adhésion des deux pays.

Le gouvernement hongrois et le parti SMK ont tout intérêt à obtenir la restitution des biens qui ressortent des décrets Beneš mais qui furent réglés il y a longtemps. Les questions de droit de propriété ont été réglées en 1945 par le traité concernant l'armistice, en 1946 par l'accord sur l'échange de populations, par le traité de paix avec la Hongrie dans la même année et par des négociations entre les gouvernements tchécoslovaques et hongrois qui furent conclus en 1949 et auxquels on mit fin définitivement en 1964.

Ladislav Deák\*

\* Le professeur Ladislav Deák, docteur en sciences, historien et savant slovaque, spécialiste des relations slovaque-hongroises.

<sup>1</sup> Irrédentisme: mouvement national réclamant l'annexion des territoires où se trouvent des minorités de la même langue.

<sup>2</sup> Le traité de Trianon, signé le 4 juin 1920 et ratifié le 13 novembre, consacra le démantèlement de la Grande Hongrie



### Des maladies inconnues en Somalie se répandent de plus en plus

«La plus grande partie des nouveau-nés pendant la guerre en Somalie sont atteints de maladies jusqu'à présent encore inconnues. Les quelques médecins en Somalie sont perplexes. On suppose que la radioactivité est la cause de ces maladies jamais vues jusqu'à maintenant. Surtout les mères sont convaincues qu'elle en est la cause.

La mère Faduma raconte au journal *Shabelle* que sa fille, lors de sa naissance, avait de fortes enflures sur tout le corps avant que la peau éclate à certains endroits et qu'un liquide sorte. Comme elle reçoit certes beaucoup d'empathie à l'intérieur du pays mais pas d'aide, Faduma cherche du secours à l'étranger et supplie le monde entier pour un soutien quel qu'il soit.»

Source: *Shabelle-Zeitung* du 8/11/2007, [www.Shabelle.net](http://www.Shabelle.net)

## «Somalia necesita ayudantes y no espectadores»

Entreviú a Leyla Kanyare\*

hd. Desde comienzos de los años 90, después de la caída del dictador Barre, apoyado por el gobierno norteamericano, el país del este africano Somalia, es blanco de las guerras que hace o inicia EE.UU. A comienzos de los años 90, bajo el pretexto de un mandato de la ONU, EE.UU. produjo graves devastaciones en el país y tuvo que retirarse vergonzosamente.

Desde comienzos del año 2002, el país es nuevamente escenario de guerra en interés de EE.UU., esta vez bajo el subterfugio de la «lucha contra el terrorismo». El país vecino Etiopía, encomendado por EE.UU., ha llevado a la guerra a gran parte del país, sobre todo la ciudad central Mogadiscio. El motivo, según lo demuestran todos los indicios, se encuentra nuevamente en las reservas de energía y la posición estratégica: Somalia posee una riqueza enorme en petróleo y gas y está situada en el importante Cuerno de África. El precio de la guerra lo tiene que pagar otra vez la población. Y otra vez, casi todo el mundo se calla, se calla frente al inmenso sufrimiento en ese país. Es evidente que también se han empleado armas de uranio. Con terribles consecuencias, como lo muestra el siguiente reportaje.

Horizons et débats: Señora Kanyare, Ud. proviene de Somalia, un país del este africano que desde hace 16 años está en guerra. Nosotros aquí, recibimos poca información sobre la situación en su país ¿Podría referirnos cómo era la situación antes de la guerra y cómo es en la actualidad?

Leyla Kanyare: Yo provengo de Somalia en el Cuerno de África. En Somalia viven nueve millones de personas. Cuando me fui, ya había guerra, pero así todo era mejor que ahora. En aquel entonces luchaban sólo los somalís contra su antiguo presidente.

Antes de la guerra, la mayoría de la gente que tenía una instrucción, trabajaba para el gobierno, como maestros de escuela, enfermeras en los hospitales, médicos etc. Los que no habían recibido una instrucción eran campesinos. Teníamos muchos campesinos, muchos animales. Ahora mueren los animales junto con las personas. También las personas que vivían en las ciudades tenían suficiente agricultura. Teníamos buenos animales

y buena tierra. Exportábamos bananas, se llamaban «somalita», un nombre italiano. En aquel entonces, Somalia trabajaba conjuntamente con Italia y exportaba animales, carne y pescado a los países árabes.

Debo repetirlo: a pesar que Somalia era un país pobre, antes estaba mucho, mucho mejor que ahora. Antes de 1991 éramos pobres, pero teníamos suficiente para comer. Los ricos podían ayudar a los pobres, les daban de comer. Pero ahora, desde que hay guerra, todos son pobres. O bien las personas han huido, tuvieron que abandonar el país o tienen que vivir con la guerra y las armas.

¿Qué efectos tiene la guerra para la salud de los habitantes?

Antes de 1991 no teníamos cáncer, ningún tipo de cáncer. Había enfermedades, por ejemplo a causa del agua contaminada, también había malaria aunque no tan frecuentemente. Pero el cáncer no lo conocíamos. Desde que hay guerra, es seguro que un 40% sufre de cáncer. Se muere de cáncer.

¿Cómo se explica ese aumento inusitado de los casos de cáncer, y porqué mueren los animales junto con los seres humanos?

Tengo un ejemplo: hace tres meses, Etiopía atacó, con ayuda norteamericana, a una población en Somalia con el pretexto que allí se habían escondido hombres de Sudán. Después se comprobó que lo allí había eran sobre todo animales, vacas, ovejas y dromedarios. Esto ocurrió en el límite entre Somalia y Etiopía. Hay también fotos que he visto en internet. Se puede decir que esos animales fueron muertos intencionalmente. Un país pobre, que está en guerra hace casi 16 años, donde las personas están enfermas y mueren y sólo algunas organizaciones aportan ayuda, es atacada desde el aire por Etiopía, un país grande con la ayuda de EE.UU., esto es premeditado. Esto viene de Norteamérica, pienso yo. Y lo peor es, que EE.UU. enciende a dos países vecinos, uno en contra del otro, Somalia y Etiopía. De la misma manera que siembra discordia entre los diferentes grupos étnicos en Somalia. EE.UU. está del lado de un grupo somalí, que es también el que gobierna.

Yo no soy política, pero cuando lo pienso, no tiene sentido matar seres humanos sin que haya un interés de por medio, no lo creo. Mi

opinión es que Somalia no es un país como cualquier otro y que no tiene un gobierno propio, porque EE.UU. quiere tener en su poder todo el Cuerno de África, también los países vecinos. Políticos que conozco me dicen que para EE.UU. se trata del petróleo. Lo que puedo decir, de todas maneras, es que lo que hace EE.UU. es injusto. Los niños en Somalia mueren por las armas norteamericanas. Los somalís no tienen armas, en todo caso ningún tanque, tal vez un par de obuses, más no. Por eso, no entiendo porqué los aviones norteamericanos utilizan las armas más nuevas – incluso con armas de uranio – cuando buscan algunos hombres en Somalia. Los proyectiles con armas de uranio son la causa de las nuevas enfermedades que tenemos, sobre todo entre las mujeres y los niños. Encontramos tumores en la boca, en los ojos, por todos lados.

¿Se han encontrado proyectiles radioactivos en Somalia?

La gente que vive en Somalia dice que los hay. Los desechos se los encuentra cerca de las poblaciones y en las aguas.

Usted dijo en una ocasión que en la zona del Cuerno de África se veían en el mar numerosos buques de guerra norteamericanos.

Sí. Los norteamericanos dijeron ellos mismos que habían bombardeado Somalia con grandes aviones y armas. EE.UU. controla toda Somalia. Yo creo que EE.UU. no necesita más seres humanos en Somalia, de lo contrario no hubieran destruido tanto con esas armas tan poderosas. Cuando el país es bombardeado, mueren mujeres y niños.

Si EE.UU. quisiera ayudar o deseara una situación normal en Somalia, actuaría de otra manera.

Organizaciones de ayuda dijeron que lo que ocurrió en Somalia es increíble, pero que no pueden ayudar.

¿Porqué no pueden ayudar?

Una organización de ayuda en Ginebra dice que se les prohibió repartir alimentos a causa de la guerra.

¿Qué ayuda podría prestar Europa, Suiza, qué es lo que Usted desearía?

Yo desearía que se le preste más atención a ese pobre país, que se investigue de dónde vienen esas nuevas enfermedades, qué las provoca, y qué es lo que buscan los norteamericanos, en realidad, en ese pobre país. Allí podría ayudar Europa. Somalia necesita ayudantes y no espectadores.

Muchas gracias por este interviú.

\* Leyla Kanyare es de profesión enfermera, trabaja como traductora en el Cantón St. Gallen y es presidenta de la Agrupación de Integración somalí de Suiza del este.

(Traducción Horizons et débats)

«Considerando el tiempo desde febrero hasta hoy» dijo Stephanie Bunker, vocera de la Obra benéfica de la ONU «de Somalia fueron desterrados más seres humanos que de cualquier otro lugar en el mundo». El número de fugitivos de Somalia es mayor que de Iraq, Darfur y Sri Lanka.

Cita: Alfred Hackensberger, «Somalia im Schatten der Aufmerksamkeit» («Somalia a la sombra de la percepción»), En Telepolis, 29/4/07

### «La situación en Mogadiscio y en otras partes del país ha alcanzado dimensiones apocalípticas»

«Ahora la situación en Mogadiscio y en otras partes del país ha alcanzado dimensiones apocalípticas. [...]

Cantidades de muertos, miles de hogares destruidos, más de 400 000 huyendo. Las Naciones Unidas se refieren a la peor calamidad de refugiados en este momento en el mundo. Ni en Dafur ni en Iraq han habido tantos expulsados en el último tiempo como en Somalia.

[...] ella, Norteamérica, apoyó a los etíopes en su invasión, puso a su disposición imágenes de satélites, armas, jugó un rol clave en el planeamiento y la ejecución de la invasión y se ocupó de bombardear zonas en el sur de Somalia. Hace poco, EE.UU. abrió fuego, desde un barco de guerra, a una población cerca de la ciudad Bargal,

en la región de Puntland. Y todo esto en nombre de la lucha contra el terrorismo internacional.

Por detrás, están los intereses estratégicos en el Cuerno de África, para asegurarse codiciadas materias primas e importantes rutas de transporte. El comando regional *Africom*, planeado por EE.UU., desacredita además a Norteamérica y sus aliados como mediadores neutrales y los hace totalmente inadecuados para restablecer estabilidad y paz en Somalia.

[...] mientras EE.UU. pueda perseguir sin trabas sus intereses en las materias primas de Somalia, no habrá paz en Somalia.»

Extracto del discurso de Norman Paech en el debate sobre Somalia el 24 de junio de 2007 en el parlamento alemán



### Enfermedades desconocidas son cada vez más frecuentes en Somalia

«La mayoría de los recién nacidos en Somalia durante la guerra, sufren de enfermedades hasta entonces desconocidas. Los pocos médicos en Somalia están perplejos.

Se supone que la radioactividad es la causa de esas enfermedades nunca vistas hasta entonces. Sobre todo las madres, están seguras que éste debe ser el motivo.

En el diario Shabelle, Faduma, una madre, cuenta que su hija al nacer tenía fuertes inflamaciones en todo el cuerpo y que, después, la piel día a día se iba abriendo y despedía líquido.

Como dentro del país recibe apoyo moral pero ninguna ayuda, Faduma busca ayuda en el exterior y pide apoyo, en todo el mundo, de cualquier manera que sea.»

Fuente: Diario Shabelle del 8/1/07, www.Shabelle.net

# Augmentation des cas de cancer infantile autour des centrales nucléaires

## Histoire des taux de radiations auxquels les populations sont exposées

par le Pr Edmund Lengfelder, Strahlenbiologisches Institut de l'Université Ludwig-Maximilian de Munich

Une étude allemande menée entre 2003 et 2007 pour le compte de l'Office fédéral de protection radiologique (BfS) a été publiée récemment. Elle porte sur la question de savoir s'il existe une corrélation entre la fréquence des cancers chez les enfants et la proximité du lieu d'habitation de ces derniers avec une centrale nucléaire. Précisons-le d'emblée: la commission d'experts externes composée aussi bien de partisans que d'adversaires du nucléaire mise sur pied par le BfS a conçu une étude extrêmement détaillée et rigoureusement scientifique dont les résultats sont parfaitement clairs. La probabilité qu'un enfant soit atteint d'un cancer, en particulier d'une leucémie, augmente considérablement en fonction de la proximité de l'endroit où il grandit avec une centrale nucléaire (cf. courbe ci-contre). Cette étude apporte des preuves évidentes de cette corrélation. Cet effet cancérogène ne peut être associé à aucun autre agent qu'à la radioactivité diffusée par les effluents gazeux et liquides des centrales nucléaires.

Cependant, dans son résumé de l'étude, la mathématicienne qui a conduit la recherche, Maria Bletner, prétend, en contradiction évidente avec les connaissances en matière de radiobiologie et de radiophysique, qu'au vu des résultats le nombre des cancers augmente certes en fonction de la proximité avec la centrale nucléaire – ce qu'on ne saurait contester – mais que la cause du phénomène reste inexpliquée.

Pour que le message soit diffusé par la presse, l'étude a été envoyée à la *Süddeutsche Zeitung* avant la conférence de presse, probablement accompagnée de l'«explication des principaux résultats». En effet, dans le peu de temps qui restait jusqu'au bouclage du journal, aucun journaliste ne serait en mesure d'étudier les 335 pages d'un texte hautement scientifique et la *Süddeutsche Zeitung* ne voulait pas se laisser griller la primeur de l'information. Et après la conférence de presse, les autres journalistes n'approfondiraient guère le sujet: lecture du dossier de presse et du résumé, quelques coups d'œil jetés au texte de l'étude et ils livreraient bientôt leur article. Rares sont ceux qui auront pris le temps de découvrir, à la suite d'une

lecture approfondie, l'aspect tendancieux du résumé.

Il convient, dans le contexte de cette étude, d'aborder à nouveau la question des centrales nucléaires. On ne peut pas négliger ces résultats sans engager lourdement sa responsabilité vis-à-vis de la santé publique. Les choses sont claires: Pour les profits nets habituels de 1 million d'euros par jour des actionnaires et des exploitants, les centrales nucléaires font dans la population des alentours des victimes de cancers et de leucémies. Il est certain que les valeurs-limites d'exposition au rayonnement devront être considérablement réduites si nous prenons au sérieux la santé de nos enfants et des générations futures.

Il faut saluer le fait que la Suisse – à la suite de pressions politiques – ait l'intention de commander une étude analogue, à condition qu'elle soit préparée avec le même soin et le même souci d'équilibre que l'étude allemande.

### Remarque préliminaire

Pour que vous puissiez vous faire une idée de qui je suis, j'ai joint à cet article un curriculum vitae (cf. encadré). Vous y découvrirez entre autres que mes activités scientifiques dans le domaine des effets des radiations et de leurs risques comprennent la rédaction d'un ouvrage sur le sujet. Depuis 20 ans, l'essentiel de mes activités porte sur les conséquences sanitaires et écologiques de la catastrophe de Tchernobyl et les maladies dues également aux faibles doses radioactives que l'on constate dans la région de Tchernobyl dans des zones importantes situées assez loin du site nucléaire. En tant que médecin et scientifique, je me suis rendu plus de 150 fois dans la région de Tchernobyl. En 2006, plusieurs organisations scientifiques ont organisé un congrès international consacré à la catastrophe au cours duquel de nombreux spécialistes reconnus ont évoqué les effets sanitaires et autres de la catastrophe, également celui des faibles doses. Les actes de ce congrès, qui contient le texte de tous les exposés, viennent de paraître.

### Histoire des valeurs-limites

Abordons maintenant la question des valeurs-limites légales en Allemagne en matière

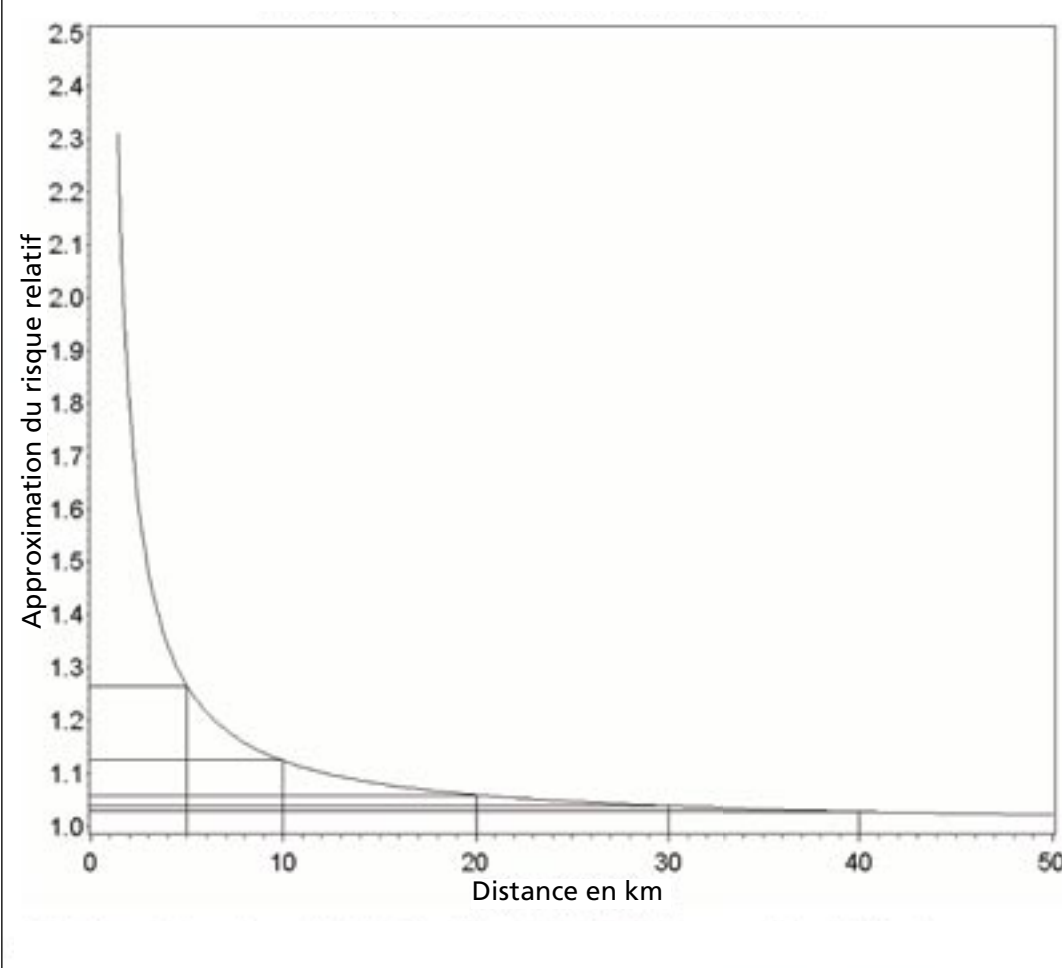
d'exposition au rayonnement. Elles sont de 0,3 mSv (par inhalation) et de 0,3 mSv (par ingestion). Comment en est-on arrivé à ces valeurs? Depuis de nombreuses années, j'étudie à fond la question et j'ai publié avec mon collègue Scholz (depuis longtemps à la retraite) un texte de 37 pages intitulé *Strahlenschutz in der Bundesrepublik: Das 30-Millirem-Konzept* (Rapport N° 1 (1989) de l'*Otto Hug Strahleninstitut* (ISBN 0941-0791). On peut encore en obtenir des exemplaires par mon intermédiaire. L'internationalisation des valeurs a fait passer de 30 millirems à 0,3 mSv, norme en usage aujourd'hui. Le point de départ de la norme des 30 millirems est constitué par

la recommandation de la *Commission internationale de protection radiologique (CIPR)* de 1958 (ICRP-1: *Recommendations of the Commission on Radiological Protection*, Pergamon Press, London, 1958). A l'époque, on ne s'intéressait qu'à la dose génétique (reçue par les gonades) et seulement sur la période allant de la naissance à l'âge de 30 ans. On supposait que les enfants n'étaient conçus que jusqu'à 30 ans.

«Selon les évaluations de différentes commissions, une dose génétique de 6-10 rems accumulée de la conception à l'âge de 30 ans

Suite page 6

Graphique 3.4 Risque de cancers en fonction de la distance par rapport à la centrale nucléaire



Le risque d'être atteint d'une leucémie augmente avec la proximité entre le lieu d'habitation et la centrale. L'augmentation du risque s'observe déjà à une distance de 50 km. (Si la valeur est 1, cela signifie qu'il n'y a aucune augmentation du risque dans la population exposée. Au-delà, le risque augmente.)

### Curriculum vitae du Pr Edmund Lengfelder

Naissance le 30/3/1943 à Weiden, marié avec le professeur Ulrike Messing

1962: Baccalauréat classique au lycée de Weiden  
1962-1964: Service militaire dans la Bundeswehr  
1964-1970: Etudes de médecine à Munich  
1971: Autorisation d'exercer la médecine. Thèse de doctorat sur la radiobiologie des nucléotides («summa cum laude»)

1971-1972: Recherches sur les réactions radicales induites par les radiations à l'*Institute of Cancer Research and Department of Physics* de Londres (Radiolyse pulvée par spectroscopie cinétique sur accélérateur d'électrons)

Jusqu'en 1974: Etudes complémentaires de physique et d'électronique, développement d'un appareil de mesure optoélectronique sur un accélérateur de particules pour l'observation des dommages radiologiques subis par les molécules et les éléments cellulaires sur une échelle de temps de l'ordre de la microseconde  
1979: Doctorat d'Etat en radiobiologie

1983: Nomination à la chaire de radiobiologie de la Faculté de médecine de l'Université Ludwig-Maximilian de Munich

1989: Professeur invité au Centre national anglais de recherches radiologiques de Harwell (*Medical Research Council*)

Depuis 1974: Travaux sur les sujets suivants:  
– Apparition et manifestations des dommages moléculaires dus aux radiations

– Nature et efficacité de mécanismes cellulaires enzymatiques et non-enzymatiques contre les radiations toxiques

– Thérapie anticancéreuse: mécanismes d'endommagement cellulaire dus à des cytostatiques ou à l'hyperthermie

– Développement de procédures d'examen destinées à déterminer l'activité de certaines enzymes cellulaires qui protègent des produits radioactifs toxiques chez des personnes saines et des cancéreux

– Mécanismes d'apparition de dommages chromosomiques dus à des produits radioactifs toxiques en l'absence et en présence de substances chimiques nocives

– Effets biologiques du rayonnement non ionisant, comme les ondes radioélectriques, les micro-ondes

– Développement d'instruments de mesure électroniques spéciaux destinés à l'étude biologique des radiations et de procédures de mesure visant à détecter la

présence de produits nocifs pour les cellules qui sont apparus dans l'organisme à la suite de l'exposition aux radiations ou de l'effet de substances chimiques

– Répartition et enrichissement de substances radioactives dans la biosphère, dans les aliments et dans les tissus et les organes humains

– Mesures de l'exposition aux radiations naturelles ou artificielles, cartographie radioécologique (pays européens, régions de la RDA où l'on exploitait des mines d'uranium)

– Analyse et évaluation du risque radiologique et de la détermination de valeurs-limites pour la population générale et les personnes professionnellement exposées

– Effets médicaux et radioécologiques des retombées de Tchernobyl dans la CEI

– Mesures d'assistance médicale après des catastrophes ayant entraîné une forte exposition aux radiations (diagnostic et traitement des maladies consécutives à la catastrophe de Tchernobyl, mesures de protection après des accidents nucléaires)

– Recherches médicales et radiométriques et mesure de la radioactivité dans les régions contaminées de la CEI

– Etude biologique et histopathologique de tumeurs de la thyroïde chez des patients victimes de la catastrophe de Tchernobyl dans la CEI

– Etude radioécologique à proximité d'installations nucléaires allemandes

– Ethique scientifique de la recherche radiologique et conflits d'intérêts

Membre de plusieurs sociétés scientifiques internationales (radiologie, radiobiologie, protection radiologique, radiologie et oncologie, biochimie)

Plus de 200 publications, pour la plupart dans des revues spécialisées internationales

Auteur de l'ouvrage *Strahlenwirkung – Strahlenrisiko* (1<sup>re</sup> édition, Hugendubel-Verlag; 2<sup>e</sup> édition revue et corrigée, Ecomed-Verlag, Munich)

Titulaire de plusieurs brevets internationaux dans le domaine de la construction électromécanique et des installations d'irradiation

Second directeur d'une entreprise munichoise de construction électromécanique (1985-2004)  
Coéditeur de la revue «Berichte des Otto Hug Strahleninstituts»

Directeur et coordinateur d'un groupement international de chercheurs (universités de Munich, de Vérone,

de Padoue, Centre de recherches national italien en physique nucléaire [Legnaro]): sources et effets de faibles doses de radiations

Expert en matière d'effets radiologiques, de protection radiologique, de protection à la suite de catastrophes nucléaires auprès de parlements, d'autorités nationales et communales, de tribunaux, d'ordres de médecins, d'institutions universitaires, etc. en Allemagne et à l'étranger

Depuis 1991: Directeur de l'*Otto Hug Strahleninstitut – Medizinische Hilfsmassnahmen e.V. München*, Membre du comité directeur de l'*Otto Hug Strahleninstitut e. V. Bonn*

Directeur et coordinateur du projet médical, scientifique et humanitaire de l'*Otto Hug Strahleninstitut – Medizinische Hilfsmassnahmen e.V. München* en Biélorussie, en Ukraine et en Russie

Membre du Conseil consultatif international de l'*International Environmental Sakharov University* de Minsk, Biélorussie

Conseiller permanent et expert pour les questions de mesures radiométriques, médicales et humanitaires visant à lutter contre les conséquences de l'accident de réacteur de Tchernobyl (auprès de ministères de Biélorussie et d'Etats européens)

Depuis 1992: Premier président du *Deutscher Verband für Tschernobyl-Hilfe e.V.*

1992: Titre de docteur honoris causa décerné par l'université biélorusse de Minsk «pour ses travaux en radiobiologie et l'aide qu'il a apportée à la Biélorussie grâce à ses travaux scientifiques sur les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl».

1992-1995: Président de la *Gesellschaft für Strahlenschutz e.V.*

Depuis 1992: Membre de la commission d'experts «Leukämie in der Elbmarsch» du gouvernement régional du Schleswig-Holstein

1998: Distinction la plus prestigieuse de Biélorussie, la médaille *Franzisk-Skorini* pour services rendus dans la lutte contre les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl

2001: Titre de docteur honoris causa décerné par l'*International Environmental Sakharov University* de Minsk

Depuis 2001: Président de l'*International Advisory Board of the International Environmental Sakharov University* de Minsk

Depuis 2003: Membre de l'Approval Board du programme CORE pour la réhabilitation de la région de Tchernobyl (Communauté européenne et organismes des Nations Unies)

2006: Président du Congrès international «20 Jahre Leben mit Tschernobyl – Erfahrungen und Lehren für die Zukunft», 14-17/9/2006, Feldkirch (Autriche)

### Engagement humanitaire et social

Depuis 1991: Réalisation de nombreux projets humanitaires de l'*Otto Hug Strahleninstitut* visant à lutter contre les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl et à améliorer la situation sociale en Biélorussie (pays le plus touché par la catastrophe): fourniture d'équipements modernes, formation initiale et continue, fourniture de matériel courant et d'assistance médicale dans les domaines

– de la radioprotection et de la surveillance radiologique (autorités sanitaires de Gomel, Académie des sciences)

– du diagnostic et de la thérapeutique du cancer et d'autres pathologies de la thyroïde à Minsk et Gomel (Centre de la thyroïde de Gomel, traitement à l'iode radioactif de tous les patients du district de Gomel atteints d'un cancer de la thyroïde)

– de la radioécologie et de la construction d'installations modèles pour l'utilisation de l'énergie régénérative (en collaboration avec l'*International Environmental Sakharov University* de Minsk)

Le coût de l'aide apportée jusqu'en 2005 à la Biélorussie dans le cadre du projet humanitaire de l'*Otto Hug Strahleninstitut* s'élève à plus de 15 millions d'euros. En ce qui concerne l'amélioration de la situation sociale et du développement en Biélorussie, nous considérons la formation et la transmission de savoir-faire comme des contributions particulièrement importantes du projet. A quoi il faut ajouter les informations correctes fournies à l'Occident sur les conséquences réelles de la catastrophe et sur la collaboration constructive et couronnée de succès avec les partenaires biélorusses du projet.

Depuis 1992: Direction du *Deutscher Verband für Tschernobyl-Hilfe* dont les associations affiliées réalisent depuis 1992 de nombreux projets humanitaires en Biélorussie. Les principes essentiels de la fédération sont la mise en œuvre de mesures adaptées aux besoins locaux, la transparence à l'égard des partenaires et des autorités et une stricte neutralité politique.

«Augmentation des cas de cancer ...»  
suite de la page 5

sous l'influence de toutes les sources de radiations artificielles représenterait pour la société un danger consistant en dommages génétiques. Elle peut cependant être considérée comme supportable et justifiée en regard des avantages que l'on peut attendre de l'utilisation de l'énergie nucléaire.» (ICRP-1)

Ensuite, à propos d'une valeur-limite de 1,5 rems que veulent fixer certains pays pour les sources artificielles, on peut lire ceci: «Mais cela imposerait à ces pays des limites insupportables» [comprenez: pour le développement de l'énergie nucléaire]. La Commission a alors recommandé de «retirer du concept de valeur-limite l'exposition médicale au rayonnement et d'utiliser pour toutes les autres sources une valeur-limite de 5 rems pour la dose génétique.»

L'IRCP-9 (1965) a repris le concept et a pris en compte une augmentation du taux de mutation de la population: «La dose génétique, à laquelle la population est exposée en raison de la totalité des installations nucléaires jusqu'à la fin de l'âge moyen de la procréation ne doit en aucun cas dépasser 5 rems. Il s'agit d'une dose qui s'ajoute à l'exposition aux sources naturelles et médicales.» Il est précisé ensuite qu'une valeur-limite de 5 rems pour la dose génétique «laisse une marge de manœuvre raisonnable au développement des programmes nucléaires.»

Comme on était conscient que le fait de s'accommoder de dommages génétiques dans l'intérêt du développement du nucléaire conduirait la population, si elle apprenait cela, à perdre une bonne part de sa confiance dans les commissions officielles de protection radiologique, on chercha une autre justification qui paraîtrait plausible. On trouva dans l'intervalle de fluctuation de l'exposition au rayonnement naturel une grandeur numérique appropriée et on commença à s'y référer pour justifier les anciennes valeurs-limites.

Le 13 octobre 1969, la *Commission nucléaire allemande* a décrété que «le tiers environ de la dose génétique – déterminée par la science et qu'il convient de respecter – de 5 rems en 30 ans, c'est-à-dire 2 rems en 30 ans, devrait être exigé de la technologie nucléaire.» On en arriva ainsi aux 30 millirems par année par inhalation et aux 30 millirems par ingestion. Plus loin, on peut lire:

## L'Administration fédérale et les recettes fiscales Un complément à la «brochure en l'honneur de Keckeis»

La discussion douteuse et opaque autour du financement de la brochure en l'honneur de *Keckeis* attire l'attention sur d'autres singularités concernant la manière dont l'Administration fédérale agit avec les recettes fiscales. «Présence Suisse» dirigée par l'ambassadeur *Johannes Matyassi*, laquelle a reçu la mission et les moyens financiers pour agir contre les diffamations de notre pays à l'étranger, sert d'exemple. Elle se rapportait aux «efforts pour surmonter le passé» de la «Commission indépendante d'experts Suisse – Seconde Guerre mondiale». Celle-ci a élaboré le «Rapport Bergier» divulguant un déluge de mensonges de 12000 pages dont le coût de 23 millions de francs suisses a été financé par l'argent du contribuable. On a peu perçu des activités et du succès de cette «main aidante». L'exemple concret suivant montre que «Présence Suisse» n'est pas prête à soutenir des informations révélatrices et des rectifications concernant le comportement de la Suisse pendant les années de guerres 1939-1945.

Fin 1997, quatre officiers des troupes d'aviation ayant participé au service actif des années 1939 à 1945 ont créé le «Groupe de travail Histoire vécue» (GTHV) dans le sens d'un devoir national bénévole pour corriger les déclarations des auteurs du «Rapport Bergier». L'année dernière, ce groupe a publié en langue allemande comme troisième contribution à la discussion, un rapport scientifique intitulé «Der Vergleich» (La comparaison) qu'il avait commandé auprès de l'historien juif américain *Herbert R. Reginbogin* (Editions Th. Gut, Stäfa 2006). Ce rapport montre explicitement que la remarque de *Winston Churchill* faite à la fin de l'année 1944 était correcte: «De tous les Etats neutres, la Suisse mérite le plus un trai-

«La condition de cette valeur-limite théorique de 30 millirems est que cette dose d'exposition soit inévitable à un coût encore acceptable.»

Il est donc clair que le coût acceptable pour les exploitants d'installations nucléaires a constitué la base de la fixation de la valeur-limite qui implique forcément une dose d'exposition inévitable et admet consciemment l'existence de dommages sanitaires.

### On ne tient pas compte du risque de cancer

Le risque somatique, c'est-à-dire le risque de cancer pour toutes les tranches d'âge de la population, n'était absolument pas pris en compte par ces valeurs-limites, en particulier celui des personnes de plus de 30 ans, qui constituent la majorité de la population. Même en 1987, c'est-à-dire après Tchernobyl et après l'adoption de la *loi sur la prévention en matière de radioprotection, la dose génétique* était toujours la seule valeur dans le rapport annuel très détaillé du ministre allemand de l'Environnement sur l'exposition aux radiations en RFA! Le rapport ne parlait toujours pas de la dose significative au plan somatique, c'est-à-dire celle qui déterminait le risque de cancer. C'est également sur cette base qu'ont été calculées les doses de contamination dues aux centrales nucléaires. Le recours aux anciennes valeurs, utilisées encore aujourd'hui, à l'intervalle de fluctuation de l'exposition aux radiations naturelles a pour but d'occulter le fait que l'exposition aux radiations naturelles contribue de manière significative (5 à 10%) au nombre des cancers (425000 en 2002) et des décès par cancer (210000 en 2002), lequel est encore augmenté par les doses de radiations artificielles.

### Il faut réduire considérablement les valeurs-limites

Au vu de connaissances scientifiques solides, il faut réduire considérablement les valeurs-limites, car ce ne sont pas les personnes qui sont à l'origine des radiations artificielles, leurs «avantages» (ICRP-1) et leurs «marges de manœuvre» (ICRP-9) qu'il s'agit de protéger mais la population.

Les résultats de l'étude actuelle ont nettement plus de poids que ceux de la «*Michaelis-Studie*» (qui porte sur les années 1980-1990). Dans l'étude récente, on a déterminé la distance graduelle par rapport à la centrale

particulier. [...] Elle était un état démocratique qui s'est engagé dans ses montagnes pour sa liberté et son autodéfense». L'analyse méticuleuse de *Reginbogin* au sujet de la situation économique pendant les années de guerre montre clairement que la Suisse, complètement encerclée et menacée par les puissances de l'Axe, a fait – comparée aux autres Etats neutres notamment l'Espagne, le Portugal, la Suède, la France de Vichy, la Turquie et même les Etats-Unis jusqu'à leur entrée en guerre en 1941 – bonne figure et a été stigmatisée à tort.

Il s'impose de publier cet ouvrage également en anglais et en français, notamment pour lutter contre les nombreuses diffamations concernant la Suisse qui se trouvent actuellement et se trouveront à l'avenir dans les bibliothèques américaines parallèlement aux diffamations de personnes critiques à l'égard de la Suisse. Le livre devrait aussi être plus facilement accessible en Angleterre, en France et aussi en Suisse romande.

La tentative d'obtenir une contribution de «Présence Suisse» aux frais considérables a lamentablement échoué. Elle a été refusée avec des arguments cousus de fil blanc. Par exemple: on a pris la décision de principe «de ne plus soutenir d'activités en rapport avec les fonds en déshérence [...], aussi par conviction que chaque action pourrait déclencher une contre-offensive.» Il semble qu'on préfère améliorer son image de marque par la distribution de casquettes de base-ball ornées d'une minuscule croix suisse sur le côté. Pour tout observateur sans idée préconçue, ce rapport coûtait profit boîte passablement.

*H.-G. Bandi, professeur émérite, Berne*

nucléaire même à l'intérieur d'un rayon de 5 km. On a constaté que les leucémies augmentaient plus que les autres cancers, en comparaison de l'incidence des cancers dans les zones témoins. Les leucémies infantiles viennent en tête des cancers induits par les radiations.

Au sein du groupe d'experts qui a conçu l'étude, les partisans des centrales nucléaires et leurs adversaires se sont entendus sur le protocole. On peut donc considérer que la méthode a été unanimement acceptée.

Certes, la limitation – par le groupe *Blettner*, qui a réalisé l'étude – de la distance par rapport à la centrale à 5 kilomètres minimise la portée du résultat communiqué à l'opinion car l'étude a montré une augmentation des cancers également à des distances supérieures. Les résultats auraient été encore plus nets.

Dans ses rapports annuels, le *BfS* donne une limite supérieure d'exposition de la population allemande aux radiations de 0,01 mSv par année. Les doses annuelles indiquées dans le rapport annuel parlementaire pour un individu de référence sont des valeurs qui ont été non pas mesurées mais calculées sur la base de nombreuses hypothèses concernant les conditions d'exposition. Les données de base (nature, altitude et dynamique des émissions de substances radioactives) sont recueillies et traitées par les exploitants de centrales nucléaires eux-mêmes. Dans son étude, *Mme Blettner* mentionne pour une personne de 50 ans une dose annuelle de 0,00032 mSv pour les radiations provenant de la centrale nucléaire de *Gundremmingen*. Je ne sais pas d'où elle tient ce chiffre. En outre, il est de fait que la dose exprimée en millisieverts est calculée selon l'*effective dose model* dans lequel les chances moyennes de guérison des cancers de différents organes sont incluses en utilisant des facteurs de pondération.

Dans la littérature scientifique, la dose de doublement dans les leucémies infantiles est de 10 mSv. On appelle dose de doublement une dose de radiations qui conduit à un doublement de la fréquence «normale» d'apparition des cancers, c'est-à-dire sans cause reconnaissable. Pour expliquer les résultats trouvés dans l'étude, il faut supposer que la part due aux centrales nucléaires pour les enfants habitant à proximité est comprise dans cet ordre de grandeur.

### Ignorance persistante des autorités responsables

Le fait que les indications contenues dans les réglementations officielles en matière de radioprotection peuvent être très éloignées de la réalité apparaît dans les commentaires des directives actuelles concernant la protection civile à la suite d'accidents nucléaires. Elles

ignorent toujours les résultats publiés depuis des années sur les cas de cancer de la thyroïde, la zone d'évacuation, etc. dans la région de Tchernobyl. Le texte des ordres et recommandations qui doivent être communiqués par radio à la population allemande en cas de catastrophe nucléaire est partiellement faux et de nature à induire en erreur la population à ses dépens. Il témoigne de l'ignorance persistante des autorités et de leur réticence à tenir compte des faits nouveaux.

Dans le cas de la présente étude sur les cancers juvéniles, des personnes qui prétendent être des scientifiques ont avancé l'idée que non seulement l'intensité des radiations mais également la perception optique d'une centrale (surface de l'image rétinienne de la centrale) diminuait avec le carré de la distance.

Cette interprétation abstruse me vient à l'esprit quand j'entends *Mme Blettner* dire que ce n'est pas le rayonnement radioactif mais quelque chose d'autre, quelque chose d'inconnu, qui explique l'augmentation prouvée des cas de leucémie et d'autres cancers chez les enfants habitant à proximité des centrales nucléaires en Allemagne.

On entend souvent dire que les radiations dues aux transports aériens ou aux rayons X sont beaucoup plus élevées, que le tabagisme et d'autres habitudes de civilisation augmentent le risque de cancer et que la société accepte cela. A quoi l'on peut rétorquer que chacun peut échapper à ces risques sans grand effort ou les tolérer volontairement en regard d'un profit personnel supérieur (par exemple en radiologie). Mais les personnes vivant à proximité d'une centrale nucléaire ne peuvent échapper à l'exposition au rayonnement radioactif qu'en déménageant, ce qui implique notamment des frais importants. Les centrales nucléaires n'apportent pas d'avantage personnel, si ce n'est à quelques employés et à ceux qui participent aux bénéfices. En outre, sur les sites, les habitations existaient préalablement à la construction de la centrale.

### Il faut sortir sans délai du nucléaire

Cela dit, il ne faut pas oublier que la sortie immédiate de cette technologie s'impose surtout parce qu'une catastrophe nucléaire, à la différence des catastrophes de navettes spatiales, de TGV, de trains à sustentation magnétique et d'autres systèmes de haute technologie, détruit les bases existentielles d'un pays tout entier et de millions de citoyens.

Prof. Dr. med. Dr. h. c. Edmund Lengfelder, Strahlenbiologisches Institut der Ludwig-Maximilians-Universität, Schillerstrasse 42, D-80336 München  
Tél: +49 89 218075 834, fax: +49 89 218075 835  
E-mail: [Lengfelder@lrz.uni-muenchen.de](mailto:Lengfelder@lrz.uni-muenchen.de)

(Traduction *Horizons et débats*)

## Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative *Zeit-Fragen* qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €

Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €

Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €

Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.

Veuillez nous envoyer \_\_\_\_\_ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* n° \_\_\_\_\_ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom: \_\_\_\_\_

Rue / N°: \_\_\_\_\_

NPA / Localité: \_\_\_\_\_

Téléphone: \_\_\_\_\_

Date / Signature: \_\_\_\_\_

A retourner à: *Horizons et débats*, case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51  
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich

## «Quand les régions de montagne ne sont plus rentables, on ne peut pas tout simplement les abandonner»

Les lecteurs d'*Horizons et débats* se rappellent: Il y a quelques années la commune de Rüti dans le canton de Glaris s'est retrouvée dans une crise financière après l'effondrement de l'industrie textile. La conseillère d'Etat responsable de l'économie de ce canton a alors mis la commune fortement endettée sous pression pour qu'elle vende ses deux alpages communaux afin qu'elle paie ses énormes dettes avec le fruit de la vente. «Non, on ne peut pas se laisser faire», s'est dit Heiri Hösli qui exploite une ferme de montagne au-dessus de la petite ville de Glaris. Il n'a pas simplement serré les dents, mais il est devenu actif. Il a écrit des lettres de lecteurs, a invité des journalistes et les a convaincus que quelque chose devait être fait. Et il a eu du succès. Une collecte a été lancée. Le secrétaire et le syndic de la commune de Rüti ont aidé. Rolf Widmer, conseiller d'Etat glaronais fraîchement élu, a coordonné les efforts et a donné au tout une forme juridique. L'écho et la sympathie de la Suisse entière ont surpris tout le monde. Rüti a reçu beaucoup de soutien. Un demi-million de francs suisses a été récolté par un grand nombre de donateurs. L'association «Parrainage suisse pour les communes de montagnes» avec siège à Zurich y a aussi largement participé. Aujourd'hui les deux alpages appartiennent à deux fondations distinctes. Plus de 200 donateurs ont participé à l'inauguration de l'alpage «Vorderdurnachtal». Cette fête restera un souvenir inoubliable. L'action d'aide spontanée de la part de la société civile a montré de manière impressionnante la solidarité de la population suisse avec ses communes de montagne.

Mais de quelle manière les choses vont évoluer est encore incertain. Les citoyens du canton de Glaris ont décidé d'entièrement transformer leur loi communale, et ainsi la commune de montagne indépendante de Rüti, qui dans sa détresse a reçu tant d'aide et de compassion du pays entier, ne va bientôt plus exister.

ww. Aujourd'hui Heiri Hösli est lui-même dans l'embarras. Un événement imprévisible survenu au sein de sa famille l'a mis dans une situation financière difficile. Doit-il encore continuer? Il est encore incertain que l'un de ses trois fils reprenne son exploitation. Pour l'été prochain, il a besoin d'un nouveau véhicule pour charger le foin et d'un épandeur pour étaler le fumier sur les prés.

La ferme de Heiri Hösli se trouve à Ennetbergen à 600 mètres au-dessus du fond de la vallée de Glaris. La route étroite monte en serpent par de grandes boucles dans la forêt de montagne – si étroite que les voitures ne peuvent se croiser qu'à quelques endroits seulement. Celui qui ne fait pas attention a vite cabossé sa voiture. Une fois les inhabituelles difficultés de la montée maîtrisées, le regard s'ouvre sur une haute vallée. Ici à Ennetbergen, Heiri Hösli exploite, avec 9 autres familles paysannes, les coteaux pentus de la montagne. Le travail est plus fatigant, plus intensif et rapporte moins que dans la vallée. Les machines sont plus fortement mises à l'épreuve et tombent plus souvent en panne. Malgré tout: pour un visiteur, la haute vallée apparaît aussi soignée qu'un parc dans la plaine. Un bus scolaire emmène les dix enfants dans la vallée et les ramènent chez eux le soir.

### Où va l'agriculture?

Pourquoi tout cela? se demanderont les gens de la plaine. Pourquoi doit-on encore exploiter ces coteaux pentus? Devons-nous encore soutenir ce genre d'agriculture? Le lait de l'UE est moins cher. Nous pourrions aussi importer nos produits alimentaires nettement meilleur marché de l'étranger. De telles commentaires ne sont pas rares. Et cela est vrai: ce ne sont pas uniquement les produits des paysans de montagne qui se vendent difficilement. Les paysans en plaine doivent aussi se battre. Par exemple les maraîchers de la région du Seeland bernois qui cultivent d'excellentes terres produisent plus cher que les immenses serres ou les horribles constructions difformes recouvertes de plastique qui recouvrent des contrées entières en Espa-



Le maintien des régions de montagne avec ses petites exploitations est indispensable à la souveraineté alimentaire. (photo mv)

gne et au Maroc. Les céréaliers en France, au Canada, aux USA et dans d'autres pays exploitent avec d'énormes machines et beaucoup de produits chimiques des champs de plusieurs kilomètres carrés. Les céréaliers du canton de Schaffhouse ne peuvent pas s'aligner. Et qu'en est-il des pommes d'Afrique du Sud, du Chili voire de Nouvelle-Zélande que nous pouvons acheter au supermarché? N'avons nous pas d'arboriculteurs? Comment une exploitation traditionnelle suisse – grande ou petite – veut-elle pouvoir concourir avec une grande entreprise, qui pratique l'élevage d'animaux de façon industrielle?

Qu'en disent nos politiciens à Berne? Les paysans n'ont qu'à se comporter davantage comme des entrepreneurs innovateurs et agrandir leurs exploitations pour être plus concurrentiels. Comme si cela changeait un tant soit peu les conditions de production fondamentalement diverses? Qu'une ferme ait 40, 50 ou même 100 hectares, cela ne compte guère face à la concurrence des entreprises agro-industrielles géantes que nous les trouvons dans certains pays – y compris certains pays en voie de développement. Pour la production de céréales, celles-ci comptent leurs terres en kilomètres carrés et engraisent des centaines de milliers d'animaux en élevage industriel.

A Berne on se garde bien de faire de pareilles comparaisons. Là, c'est un son de cloche différent: Doris Leuthard, cheffe du département fédéral de l'Economie, ouvre la lutte contre la «Suisse îlot de cherté». Mais elle ne révèle pas pourquoi les produits de la concurrence étrangère sont moins chers. – Est-ce honnête? Finalement nous avons aussi des salaires plus élevés et personne ne veut lutter contre la «Suisse, îlot des salaires élevés». Ces dernières années, cette politique hypocrite, inspirée par l'OMC, a obligé un tiers des paysans à abandonner leurs fermes et leurs existences. Et ce n'est pas tout. Il est encore prévu de réduire massivement le nombre de paysans au cours des années à venir. Doris Leuthard prévoit de conclure pour les produits agricoles un accord de libre-échange avec l'Union européenne. L'Union suisse des paysans s'attend à une réduction de la moitié des revenus. – Voulons-nous notre propre agriculture? Ou n'en voulons-nous pas?

### «Actuellement nous parlons beaucoup trop de l'argent»

Heiri Hösli a une autre conception: Il s'engage en faveur d'un ordre économique proche de l'homme et de la nature où les hommes habitant cette terre se procurent les produits alimentaires de base en majeure partie dans leur propre région. Même si d'autres pays ont peut-être des conditions de production plus avantageuses. Finalement nous n'habitons pas au Pôle Nord.

Pourquoi transporter une pomme d'abord autour du globe avant de pouvoir la manger? Pourquoi tous ces transports absurdes de produits alimentaires? se demande Heiri Hösli. Le pétrole qui est en pénurie est bien trop précieux pour être gaspillé pour de tels transports.

La situation devient encore plus absurde quand on utilise des aliments pour produire de l'essence pour ces transports autour du monde. A quoi bon? Finalement tout le monde parle de vouloir diminuer les émissions de CO<sub>2</sub>.

Pourquoi acceptons-nous les dangers pour la santé et l'écologie que provoque l'agri-

culture industrielle, qui en même temps supprime de plus en plus les exploitations familiales traditionnelles? Que se passera-t-il si les guerres et les conflits augmentent et les transports autour du monde ne sont plus possibles? Qui remplira les rayons de la Migros, à ce moment-là? Heiri Hösli se demande ce que deviendront les régions de montagne? Les habitants de la plaine doivent s'attendre à des conséquences graves si les régions de montagne sont laissées à l'abandon – sans parler des effets que cela aurait sur le tourisme. Ces dernières années, nous avons déjà eu un avant-goût des forces indomptées de la nature. Nous devons beaucoup aux paysans de montagne tel Heiri Hösli.

La Suisse est une communauté sociale, décentralisée, variée et fédérale. Si nous voulons rester une telle communauté, nous devons nous préoccuper des habitants de nos régions de montagne. Ils sont une composante intégrale de notre collectivité. Eux et leur travail en font partie – même si cela n'est pas toujours «rentable». Finalement, c'est là que la Suisse s'est créée.

Dans le canton de Glaris tout le monde connaît Heiri Hösli. Lors de la «Landsgemeinde» il élève régulièrement la voix pour mettre en garde. Toute personne désirent l'aider à résoudre son problème financier du moment par un prêt avantageux peut entrer en contact avec lui à l'adresse suivante: Postfach 82, CH-8755 Ennenda (tél. +41 55 640 47 27), ou encore mieux, aller lui rendre visite personnellement dans sa ferme.

### Courrier des lecteurs

#### Le sol, entité non agrandissable, objet convoité de la spéculation

La terre, l'air et l'eau sont les trois fondements de la vie des humains, des animaux et des plantes. En Suisse, un quart de toute la surface de la Suisse est cultivée, dont 483 000 hectares étaient jadis de la surface d'assolement (division des terres labourables en surfaces ayant chacune une culture différente). Mais cette surface se réduit dans une proportion inquiétante: actuellement, chaque seconde qui passe voit un mètre carré de terre cultivable changer d'affectation. Cela représente quarante kilomètres carrés à l'année! L'économie pratique ce changement d'affectation sans hésiter tout en se référant de plus en plus à des investisseurs étrangers; comme s'il s'agissait d'un supermarché où on remplit les étagères avec des marchandises.

Ce phénomène, appelé «revalorisation écologique» affecte surtout les terres arables du Mittelland, où chaque année on supprime 6500 hectares de terre cultivées pour y promouvoir l'essor de la branche économique «nouvelle nature et écologie». Cette suppression de ressources pour l'approvisionnement agricole s'accompagne d'une immigration annuelle de 30 000 à 50 000 personnes, ce qui revient à déséquilibrer substantiellement le rapport entre les ressources naturelles et la population, aux frais des générations prochaines.

Sur le plan du développement économique la protection de la terre est un sujet triste dont on ne parle pas. Les lois visant à protéger le sol ne valent rien si le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication et le Département fédéral de l'intérieur ne font pas de la protection du sol une priorité politique. Malheureusement, les intérêts économiques apparaissent actuellement plus importants que le maintien de la terre cultivée et des surfaces d'assolement.

La politique de traitement des sols, dite durable, qui a prévalu jusqu'à présent et qui

a fait ses preuves, n'existe plus qu'en théorie. Les surfaces d'assolement sont remplacées sur les écrans des planificateurs par des zones livrables sans contraintes à l'économie.

Les prises de vue par satellite permettent pourtant de dresser une carte d'exploitation et de faire apparaître notre concept de l'espace. Il faut y recourir, pour démontrer aux citoyens le système écologique de haute valeur que l'agriculture suisse a patiemment mis en place au cours du temps. On doit aussi rendre transparente, publiquement, la situation de la surface entière et montrer quelle part du sol les développements projetés consommeront. Des experts de l'environnement doivent établir un rapport sur la compatibilité des développements projetés avec les ressources du sol disponibles. Cette notion de proportion et celle de «consommation de la terre» doivent être admises et intégrées dans la planification.

La protection de l'environnement ne doit pas seulement s'engager dans la protection écologique de la nature. Nous devons déterminer quelle surface de sol et combien d'espace vital restent encore pour la population. Obnubilés par la croissance, beaucoup de gens oublient que le traitement désinvolte de la terre nous mène au dilemme: l'opulence amenant obligatoirement la pénurie ou le respect de la terre et un développement mesuré. Dans les deux cas, et malgré les promesses de la mondialisation, c'est la terre qui fixera en définitive ce dont nous disposerons pour vivre. Alors défendons et sauvons notre terre avant que les spéculateurs, inconscients des enjeux à long terme, ne créent des conséquences irréversibles ou forcent l'Etat à imposer de nouveau à l'agriculture le devoir de garantir l'approvisionnement de la population!

Werner Grimm, Herrenschwanden BE

#### Chômage en Allemagne de l'Est

Je voudrais remercier chaleureusement les auteurs Maria et Georg Koch, pour le réalisme de leur article (*Horizons et débats*, n° 44 du 12/11/07).

Selon les médias la cause du chômage en Allemagne de l'Est, ce sont les chômeurs eux-mêmes. Comment peut-on dire cela, quand même les employés des agences de travail ne peuvent rien proposer: des places de travail, il n'y en a pas!

Je travaille comme femme de chambre à l'hôtel décrit dans l'article, malheureusement seulement à temps partiel. Bien que j'aie qua-

tre formations professionnelles, et en dépit de beaucoup de candidatures, il n'y a pas d'emploi à plein temps à l'horizon. Il n'y en a même pas en tant que femme de ménage. Je suis heureuse d'avoir au moins un mini-travail dans cet hôtel.

Si l'évolution se poursuit selon l'Agenda 2010, les Länder de l'Allemagne de l'Est seront la maison des pauvres de l'Allemagne. Je ne vois aucun avenir positif dans notre région pour mes 4 enfants.

Monika H., Bad Muskau (D)

## Grenier de l'artisanat manuel

### Démonstration de cardage à Huttwil à la ferme de l'Arche de ProSpecieRara

par Hedwig Schür



Au beau milieu de la Suisse, à Schwarzenbach près de la petite ville bernoise de Huttwil se trouve une ferme impressionnante. C'est la ferme de

l'Arche de ProSpecieRara avec un espace de cardage pour la démonstration. Elle a été créée peu à peu au cours de ces dernières 26 années.

C'est un exemple frappant montrant comment la diversité de l'artisanat et des anciennes races d'animaux est conservée soigneusement et encouragée à notre époque d'appauvrissement des traditions. Aujourd'hui, dans la ferme de l'Arche vivent des poules suisses, des canards de Poméranie, des moutons «miroir», des moutons «skudde», des moutons roux du Valais et des porcs laineux, toutes des races d'animaux en voie de disparition. Mais il y a aussi des moutons de Jacob, des chameaux, des lamas, des chèvres mohair, un âne et des chiens bergers. Tous ces animaux peuvent être vus et observés.

Dans cette ferme il y a un monde à découvrir. Elle est devenue au cours des années une bergerie à moutons abritant une centaine de moutons et un lieu spécialisé dans le traitement de la laine.

En 1981, Monsieur Grädel, le directeur de l'exploitation et sa sœur ont fondé le Grenier de l'artisanat manuel. En 1973, suite à la crise du pétrole, on a dû économiser le mazout et l'on portait davantage d'habits chauds. Il y avait alors une grande demande de laine cardée. A la BEA 1981, une exposition de l'agriculture à Berne, le traitement de la laine a rencontré un grand intérêt et ainsi les Grädel ont organisé une journée portes ouvertes. De là est née la tonte de moutons de Huttwil qui a toujours lieu l'avant-dernier samedi du mois d'octobre et attire beaucoup de monde de toute la Suisse.

Monsieur Grädel est diplômé d'une école d'agriculture et il a recommencé à s'occuper lui-même de la ferme parentale qui avait été louée pendant 25 ans après la mort de son père. Comme il ne pouvait pas trouver de branche rentable, il a commencé l'élevage des moutons. Dans cette région, où l'on élevait surtout des vaches on le prenait pour un fou. «Bien sûr que je suis fou, (jeu de mots en allemand: spinnen veut dire être fou ou filer la laine) et <zum spinnen> il faut de la laine, et c'est pour cela que j'élève des moutons.» L'exploitation s'est développée peu à peu. Il n'aurait jamais dit que quelque chose était impossible mais toujours: «Voyons voir si cela peut se faire», qu'il a raconté. Le 24 juin 2006 la ferme de l'Arche ProSpecieRara a été fondée pour l'élevage de races d'animaux rares.

Ainsi, à ce jour, une exploitation a été créée dans laquelle travaillent, à part lui et sa femme, quatorze employés à plein temps et à temps partiel, et deux apprentis. L'ex-

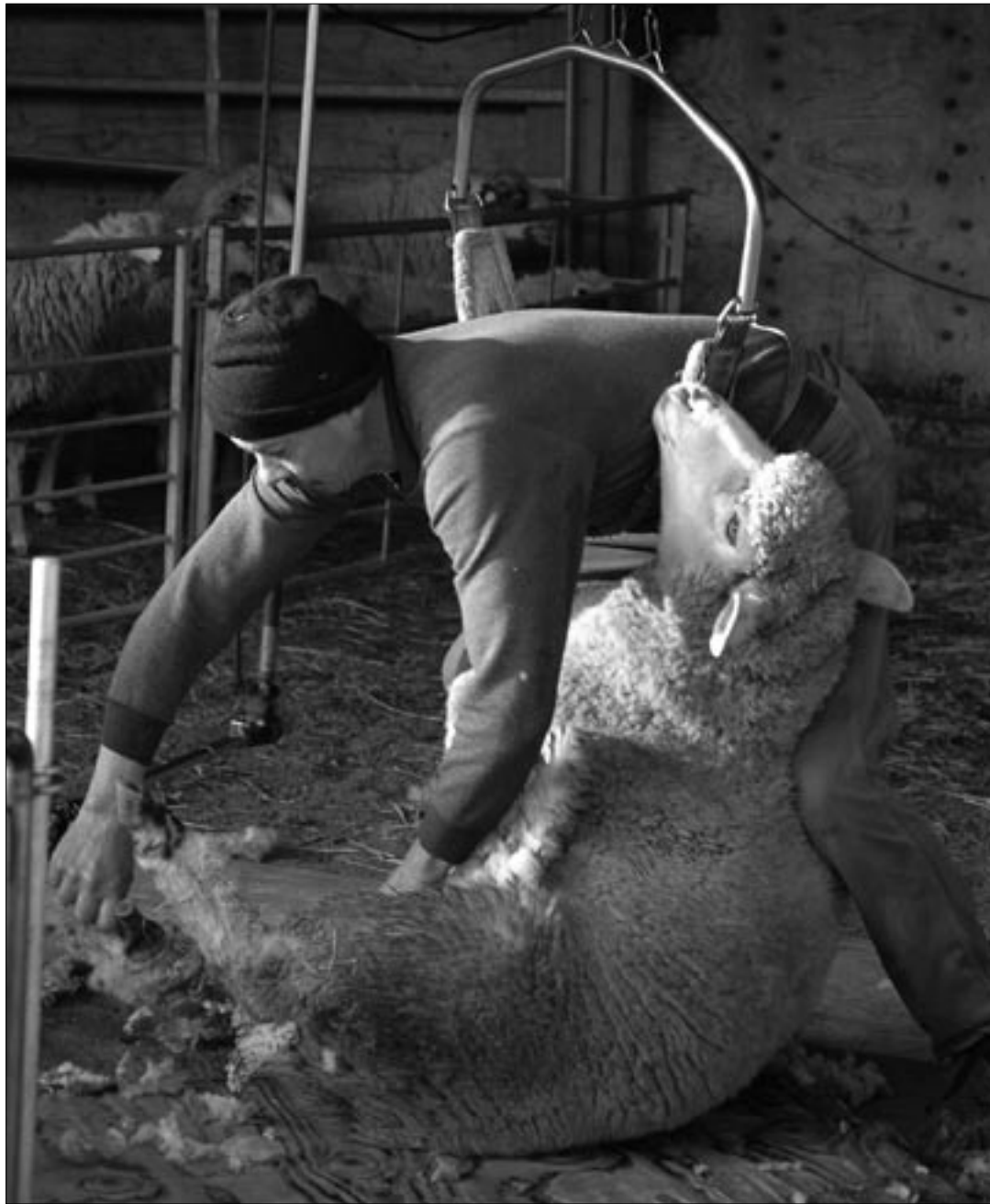
#### ProSpecieRara

ProSpecieRara est une fondation suisse à but non lucratif. Elle a été fondée en 1982 pour préserver les races d'animaux de rente et les plantes de cultures menacées d'extinction.

Son champs d'action est le sauvetage et le maintien de la diversité biologique et de la diversité culturelle, de rendre possible l'accès libre aux races menacées et aux semences de plantes en danger, d'assurer les bases de notre approvisionnement, et le rassemblement du savoir dans l'assurance durable de la diversité par l'utilisation.

ProSpecieRara est devenue au fil des décennies une organisation faitière et travaille aujourd'hui étroitement avec les associations d'élevage qui en sont issues ainsi que les éleveurs et les cultivateurs actifs. Les animaux d'élevage, les arbres fruitiers et les légumes sont aujourd'hui soignés, élevés et cultivés par plus de 2000 personnes privées et institutions.

Source: [www.psrara.org](http://www.psrara.org)



La tonte des moutons demande beaucoup d'expérience et de délicatesse. (photo hs)

ploitation comprend l'élevage d'animaux, la démonstration de cardage où chaque étape – brute, lavée, cardée, et filée – du traitement de la laine est montrée, la fabrication et la distribution de lits et de matériel de lits en laine, un magasin avec d'innombrables peaux, des produits en laine et d'artisanat, un café avec kiosque, un petit restaurant pour des groupes et des associations (sur rendez-vous), la gestion de stands de marchés, des cours, et même la possibilité de dormir dans une yourte mongole.

#### Le traitement de la laine

A la ferme, on montre tout le processus du traitement de la laine dans la pratique.

La tonte a lieu une fois par année. Pour ce travail le tondeur a besoin de beaucoup d'expérience et de sensibilité. La laine doit être coupée le plus près possible de la peau, pour que le poil soit aussi long que possible, mais il ne faut pas blesser les moutons. La toison doit garder sa cohésion naturelle et ne doit pas être déchirée. C'est un événement de pouvoir observer une tonte de mouton! Les animaux attendent patiemment leur tour dans un enclos et on va les chercher l'un après l'autre pour la tonte. Le tondeur empoigne le mouton fermement de la tête et commence la tonte, il coupe la laine aussi aux endroits délicats. Quand l'animal commence à gigoter, il le calme de la voix et tout de suite le mouton laisse poursuivre la procédure. Les animaux ne doivent pas s'énervier pendant la tonte, car s'ils suent la laine perd en qualité, elle jaunit si elle est emballée humide. La tonte se fait une fois par année, en automne, avant que les animaux retournent à la bergerie. Cela pour deux raisons: la place et la qualité. Quand la toison a dix centimètres d'épaisseur, il faut vingt centimètres de plus de place par animal. Avec dix animaux, la bergerie devrait déjà être plus grande de deux mètres. La laine est belle propre après l'été passé dehors, et si les animaux viennent à la bergerie avec leur toison épaisse, il pourrait y avoir ensuite de la paille qui s'y incruste. Au printemps, quand les moutons vont de nouveau dehors, la laine a déjà un peu poussé et les animaux n'auront pas de coup de soleil.

Après la tonte, la laine est évaluée par un expert. La laine la plus fine se trouve aux

épaules du mouton et sur les côtés. Au ventre et aux cuisses, la qualité est moins bonne parce que le mouton se couche sur la laine. La qualité dépend aussi de la race, du sexe, de l'âge, du climat, de la nourriture et de la qualité de l'élevage. Dans les régions au climat rude, il y a un mélange de laine plus grossière. Dans les climats humides, la laine est plus longue et grossière. Les régions montagnardes produisent une laine fine et crépue. L'agneau a la laine la plus fine lors de la première tonte. Les brebis ont une laine plus fine que le bélier.

L'étape suivante est le lavage de la laine. Cela se fait avec un produit spécial de lessive fine. La laine doit seulement être pressée à la main ou tassée au pilon mais jamais frottée, sinon elle se feutre. Ensuite la laine est essorée et étendue dehors sur le sol propre ou, s'il pleut, dans une grange, et aérée sur des grilles. En aucun cas elle ne doit être séchée au soleil.

La procédure suivante est le cardage. Simplet dit: il faut peigner la laine. Si c'est fait à la main avec une cardeuse à main, c'est un grand travail, il existe cependant de petites machines à carder à fonctionnement manuel pour l'usage domestique. A l'artisanat du grenier ils ont trois grandes machines à carder électriques qui produisent sur beaucoup de rouleaux une toison large d'un à deux mètres. La première cardeuse, de 1893, Monsieur Grädel l'a trouvée par une annonce dans «Tierwelt». Elle a plus de cent ans et fonctionne toujours. Une autre machine, il a pu aller la chercher, mais il a dû la démonter lui-même et l'amener, autrement elle aurait fini aux vieux métaux. Les machines sont révisées régulièrement, aiguisées ou, si nécessaire équipées à neuf, pour faire toujours du bon travail. A la ferme, 15 tonnes de laine lavée sont cardées par an, ce qui équivaut à la laine de 5000 moutons.

#### Ce qu'on peut faire de la laine

A partir de la toison qui est alors à la bonne largeur, on fabrique des duvets et des coussins entièrement en laine de moutons suisses.

A part la fabrication de couvertures, la laine peut être filée et ensuite tissée ou tricotée. Une autre possibilité est le feutrage. A

la ferme de l'artisanat du grenier tous les produits bruts sont à acheter. Il y a des toisons de laine pour le feutrage de toutes les couleurs en grande quantité, des rouets de toutes sortes et grandeurs, de la laine à tricoter de chaque épaisseur et qualité. Rien qu'à voir toutes ces belles choses, on est invité à travailler la laine.

A la ferme, on peut aussi suivre différents cours de feutrage, de tissage à la main et des rencontres de fileuses.

#### La laine – un produit naturel

La laine est un magnifique produit naturel. Comme elle a poussé dans notre climat, elle possède d'excellentes propriétés pour nos habits et nos lits. Les fibres de laine sont auto-nettoyantes. Une veste en pure laine peut être suspendue dehors pendant la nuit et toutes les mauvaises odeurs de restaurant de la veille disparaissent! La laine est de par sa structure très bien supportée par la peau. La laine tient chaud en hiver et rafraîchit en été. Elle est difficilement inflammable, elle isole et règle l'échange de l'humidité car elle peut absorber jusqu'à 50% de son poids d'humidité et la rendre. La laine est un matériel excellent contre les rhumatismes.

Monsieur Grädel nous l'explique par l'exemple du chameau. Les chameaux qui vivent dans le désert sont exposés à d'énormes différences de température – le jour jusqu'à 50°, la nuit jusqu'à -20°. Grâce à leur capacité d'adapter leur température corporelle mais avant tout par la protection de la laine épaisse, ils supportent ces différences de température sans problèmes.

Malheureusement, en Suisse, un tiers de la laine produite par les moutons finit dans les usines d'incinération. Avec le reste on fabrique du matériel d'isolation pour des maisons, des vêtements et du matériel pour les lits. Ce n'est pas compréhensible que si peu de gens portent des vêtements en laine. «De mon point de vue, c'est une catastrophe que la plupart des gens s'habillent de vêtements issus du pétrole, alors que chez nous on brûle une partie de la laine tondue», dit Monsieur Grädel.

Une visite est toujours possible pour toutes les familles et pour tous ceux qui s'intéressent à ces thèmes. Tout le processus et les animaux sont décrits sur des panneaux, ou bien les personnes qui y travaillent expliquent volontiers. Ce qui est surtout à recommander est la tonte des moutons, qui a toujours lieu l'avant-dernier samedi du mois d'octobre. •

ProSpecieRara-Ferme de l'Arche  
Artisanat manuel du Grenier SA  
Untere Bäch 420, 4953 Huttwil/Schwarzenbach  
Téléphone: +41 62 962 11 52, Fax +41 62 962 11 60  
Info@spycher-handwerk.ch, www.kamele.ch  
Quand on vient en train, on peut descendre à l'arrêt «Sportzentrum».

#### Conseils pour le lavage d'une toison de mouton laitier

- départager la toison, faire tremper dans un grand baquet avec 80 à 100 litres d'eau pauvre en calcaire (eau de pluie) plusieurs heures ou pendant la nuit.
- Essorer la laine dans l'essoreuse, remplir le baquet de 80 à 100 litres d'eau tiède (ca. 50°C) enrichi de savon neutre, y mettre la laine.
- Après environ 30 minutes presser la laine prudemment avec le pilon à linge (ne pas froter), essorer. Pour une laine très sale répéter la procédure.
- Laisser la laine refroidir, la rincer dans de l'eau claire plusieurs fois et essorer, pour le dernier rinçage ajouter un peu de vinaigre.
- Faire sécher la laine bien aérée, à l'ombre.
- Etirer soigneusement à la main la laine séchée pour éliminer les nœuds éventuels.

Conseil pratique: L'eau de trempage peut être utilisée au jardin pour arroser.

Source: Gutes vom Schaf, Ulmer, ISBN 3-8001-4375-5